

Phénomènes émergents liés aux drogues

Tendances récentes sur les usages de drogues à Lille et dans les Hauts-de-France en 2021

Brandon Dutilleul
et Sébastien Lose
(Cedragir)

Remerciements

Nous remercions l'ensemble des acteurs ayant participé à différents niveaux à la production de ce rapport pour leur contribution aux informations et analyses qui y sont exposées :

- **Les équipes des CAARUD, CSAPA, et autres types de structures** : Aides, Aisne-Sud, Atypik, CedrAgir, CEIP-A, CMAO, Ellipse, Entr'Actes, La K-Fêt, La Parenthèse (Le Mail), Le Relais de Roubaix (La Sauvegarde du Nord), Le Relais de Montataire (SATO Picardie), L'Etape, L'Instant, Médiane, Oxygène, Pazapa, Sleep'in, Spiritek, Tarmac...
- **Les professionnels des services ayant participé au groupe focal sanitaire** :
 - CEIP-A Lille, CMAO/Samu social Lille, CSAPA CedrAgir Lomme et Bailleul, Pharmacie Aprium, EPSM Saint-André/EHLSA, Sleep'in Lille, Hôpital Fontan Lille
 - CSAPA Creil, La Parenthèse Amiens, Aisne-Sud Soissons, Le Relais Montataire, CSAPA Amiens, UDAUS 80 Amiens/Samu social, Centre Hospitalier Compiègne
- **Les professionnels des services ayant participé au groupe focal application de la loi** :
 - Douanes de Lille
 - Gendarmerie de la Somme et services de police de la Somme (Direction Départementale de la Sécurité Publique-DDSP80, Sûreté Départementale-SD80)
- **L'Agence Régionale de la Santé (ARS) Hauts-de-France** pour leur financement qui a notamment permis d'étendre le dispositif lillois à l'ensemble des Hauts-de-France.
- **Les responsables d'observation en milieu festif** (commercial et alternatif, France et Belgique), que sont les salariés de l'association Spiritek (Lille), et plus particulièrement les six intervenants de son pôle festif, mais aussi la responsable d'observation du CAARUD de Montataire Le Relais pour l'Oise (SATO Picardie).
- **Les responsables d'observation en milieu urbain**, que sont les salariés de l'association CMAO (Samu social) et plus particulièrement les deux référents du dispositif TREND mais aussi les deux responsables d'observation de l'ex-Picardie, un

pour la Somme avec le CAARUD La Parenthèse (Le Mail) et une pour l'Oise avec le CAARUD Le Relais (SATO Picardie).

Nous remercions particulièrement Arnaud, Claire, Lola, Najib et l'équipe de Spiritek pour la qualité de leur travail et le caractère immersif de leurs notes. Ce rapport leur doit beaucoup.

- **Les usagers** qui ont accepté de participer aux entretiens et qui sont au cœur des enjeux de ce rapport.
- **L'ensemble des collecteurs et collectrices SINTES** qui ont collecté des échantillons auprès des usagers rencontrés en milieu festif ou en structures spécialisées.
- **L'Observatoire Français des Drogues et des Tendances addictives (OFDT)** : l'équipe de la coordination nationale SINTES et l'équipe de la coordination nationale TREND, en particulier Clément Gérôme – coordinateur du dispositif TREND, Caroline Protais - chargée d'études et Sabrina Cherki coordinatrice du dispositif SINTES.
- **L'ensemble des professionnels de l'association CèdrAgir** et particulièrement Valentine Duquenne – Directrice qualité - et Laurent Deligne - Directeur général pour leur soutien ; Catherine Bonnet – Cheffe de service du Sleep In - pour ses relectures attentives.

Sommaire

Remerciements	2
Sommaire	3
TREND/SINTES Objectifs Méthodologie	5
UN DISPOSITIF DE RECUEIL DE DONNÉES QUALITATIVES MULTI-SITUÉ	6
LA COORDINATION LOCALE EN HAUTS-DE-FRANCE	9
LE DISPOSITIF D'ENQUÊTE LILLE/HAUTS-DE-FRANCE EN 2021	10
▶ SINTES	11
Espaces, usages et populations observées	12
PRÉSENTATION GÉNÉRALE ET ÉTAT DES LIEUX	13
Données de cadrage géographiques et socio-économiques	13
▶ Région Hauts-de-France	13
▶ La Métropole Européenne de Lille (MEL)	13
USAGES ET USAGERS OBSERVÉS DANS LES ESPACES DE LA MARGINALITÉ URBAINE	14
Observations réalisées sur la métropole lilloise	14
▶ Des niveaux de précarité de plus en plus visibles, des dégradations physiques, psychologiques, plus prégnantes	14
▶ Des consommations de cocaïne basée toujours omniprésentes	15
▶ Des nouvelles notifications de cas de streptocoque A en 2021	17
▶ Une année marquée par des décès	18
▶ La friche Saint-Sauveur, bidonville à ciel ouvert : entre consommation et prostitution	19
▶ Fort de Mons : Un « spot de deal » et de consommation en périphérie de Lille	20
Observations réalisées sur l'ancien territoire picard	21
▶ L'ex-Picardie : également touchée par les effets de la crise sanitaire	21
▶ La Somme : une nette augmentation des délivrances de pipes en verre	22
▶ La Somme : une nouvelle maraude de jour à Amiens sous l'effet du confinement, mais qui n'épuise pas les besoins du secteur	23
▶ L'Oise : à Beauvais, une consommation importante d'opiacés	23
▶ L'Oise : présence de crack sur le quartier compiégnois du Clos-des-Roses	23
▶ L'Aisne : entre baisse de la visibilité de l'héroïne et omniprésence de la cocaïne	25
USAGES ET USAGERS OBSERVÉS DANS LES ESPACES FESTIFS	27
Milieus festifs sur la métropole lilloise	27
▶ Un début d'année toujours propice à la consommation dans l'espace privé	27
▶ Mois de Juin : un presque retour à la normale avec des habitudes qui se transforment	29
▶ Multiplication des soirées « LGBT+ / friendly » et chasse au GHB	29

Milieux festifs sur l'ancien territoire picard	31
▶ L'Aisne et l'Oise un réseau festif qui se perd chez les professionnels mais des actions qui perdurent	31
▶ La Somme : un secteur propice aux fêtes et free-party	31
MARCHÉS. TRAFICS. APPROVISIONNEMENT	33
Au sein de la Métropole Européenne de Lille (MEL)	33
▶ Des saisies importantes des douanes de Lille en 2021	33
▶ Des lieux de trafic « attractifs »	34
▶ Livraisons : influence des réseaux sociaux et utilisation des outils numériques	35
▶ Une tendance à confirmer : le développement des livraisons « sans domicile »	36
▶ Migrations des usagers et migrations des vendeurs intra-région	36
Au sein de l'ex-Picardie	36
▶ La Somme : état des lieux	36

Approche par produit **38**

focus synthétiques **38**

COCAÏNE	39
HÉROÏNE	40
CANNABIS	41
CANNABIDIOL (CBD)	41
CANNABINOÏDES DE SYNTHÈSE	42
KÉTAMINE	43
PROTOXYDE D'AZOTE	44
CATHINONES 3-MMC	46
▶ La 3-MMC principalement observée en contexte chemsex	46
PRIX DES PRODUITS EN RÉGION HAUTS-DE-FRANCE	49

TREND/SINTES

Objectifs

Méthodologie



UN DISPOSITIF DE RECUEIL DE DONNÉES QUALITATIVES MULTI-SITUÉ

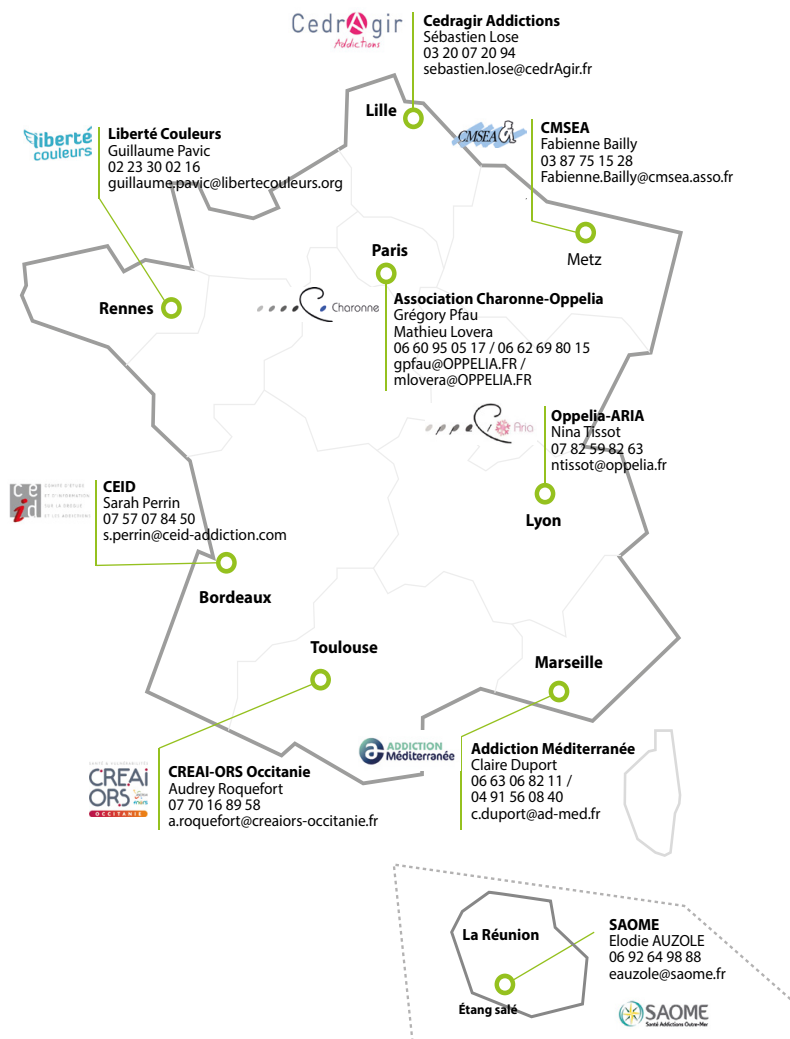
Tendances récentes et nouvelles drogues (TREND) est un dispositif d'observation et de veille qui recueille et analyse des données afin de documenter qualitativement les évolutions en matière d'usages de produits psychoactifs en France, en se focalisant sur des populations particulièrement consommatrices. Piloté par l'Observatoire français des drogues et des tendances addictives (OFDT, voir encadré ci-dessous) depuis 1999, TREND est devenu progressivement un dispositif majeur du système français d'observation des usages de substances psychoactives. Il informe les pouvoirs publics et les professionnels en contact avec les usagers ainsi que les citoyens sur les transformations à l'œuvre dans le champ des drogues.

Le dispositif TREND s'appuie sur un réseau de coordinations locales implantées dans huit agglomérations métropolitaines (Bordeaux, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Paris, Rennes et Toulouse) ainsi que sur l'île de la Réunion, financées par l'OFDT et portées par des associations intervenant dans le champ des addictions, de la réduction des risques ou plus largement dans le secteur sanitaire et social (voir carte ci-dessous). Dans le cadre d'une convention annuelle, chaque coordination reçoit une subvention de la part de l'OFDT pour accomplir leur mission sur leurs territoires géographiques respectifs. Le financement attribué vise notamment à leur permettre de rémunérer un coordinateur chargé de superviser la collecte des données au niveau local et d'assurer la restitution d'information et des livrables.

Quatre thématiques principales structurent le recueil d'informations par les différentes coordinations :

- **Les personnes particulièrement consommatrices de produits psychoactifs¹** : leurs modes et pratiques d'usage des produits, les conséquences sanitaires et sociales de ces usages, leur mode de vie, leur profil sociologique, leurs sociabilités, leurs représentations/perceptions des produits ;

¹ A l'exception de l'alcool et du tabac, le dispositif s'intéresse à l'ensemble des produits psychoactifs, illicites ou détournés de leur usage



Carte 1 : le réseau de coordinations locales du dispositif TREND. Source : OFDT

- **Les espaces et contextes de consommation fréquentés par ces usagers** particulièrement consommateurs. Deux principaux espaces sont étudiés en raison de la proportion élevée d'usagers de drogues qu'ils accueillent :
 - L'espace festif techno, qui regroupe les lieux et des évènements fréquentés par des usagers et où sont diffusées des musiques électroniques (free parties clubs, discothèques, bars, festivals) ;
 - L'espace de la marginalité urbaine qui regroupe les lieux fréquentés par des consommateurs en situation de grande précarité (rues, squats, zones de deal, structures dédiées aux usagers de drogues, etc.)
- **Les produits** : leur nom, leur composition chimique, leur prix et leur mode de consommation ;
- **L'offre**, l'organisation des trafics locaux et les modalités d'acquisition de proximité.

L'OBSERVATOIRE FRANÇAIS DES DROGUES ET DES TENDANCES ADDICTIVES (OFDT)

Créé en 1993, l'Observatoire français des drogues et des tendances addictives est un groupement d'intérêt public (GIP) qui a pour objet d'éclairer les pouvoirs publics, les professionnels et le grand public sur le phénomène des usages de drogues et des addictions. Il produit, via ses dispositifs d'observation et ses enquêtes, des connaissances scientifiquement validées sur les consommations de substances licites ou illicites (qui et comment ? Quels produits ? Quelles sont les opinions et les perceptions sur les drogues ?), sur les conséquences de ces usages (quels dommages sanitaires et sociaux occasionnent-ils ?), sur les réponses qui leur sont apportées (évolutions des politiques publiques), sur l'évolution de l'offre de produits (comment évoluent les marchés ?), etc. Le champ d'étude de l'OFDT comprend également les jeux de hasard et d'argent ainsi que l'usage et l'exposition aux écrans. L'observatoire est l'un des relais nationaux de l'Observatoire européen des drogues et des toxicomanies (EMCDDA), agence de l'Union européenne qui a pour mission de fournir des informations objectives fiables et comparables au niveau européen sur le phénomène des drogues et leurs conséquences.

Les coordinations recueillent leurs informations auprès d'acteurs variés (usagers, intervenants du secteur socio-sanitaire et de l'application de la loi, etc.) dont l'ancrage local contribue à une meilleure compréhension des spécificités territoriales :

- Des usagers dont les profils sociaux peuvent être variés : des usagers de drogue dont les conditions de vie sont marquées par une forte précarité et dont le quotidien est construit en grande partie autour du produit ; des usagers bien insérés socialement et économiquement qui consomment des produits dans un contexte festif, sans que ces usages semblent entraîner de conséquences négatives sur leur quotidien ;
- Les intervenants en addictologie (CSAPA, CJC, équipes de liaison et de soins en addictologie) apportent des renseignements sur les comorbidités associées à l'usage chronique (trouble somatique ou psychique) ;
- Les soignants plus «généralistes» (psychiatres, infirmiers, pharmaciens, membres des urgences hospitalières et psychiatriques, etc.) peuvent documenter les cas d'incidents aigus à la suite d'une consommation ;
- Les professionnels des structures de première ligne fournissent, entre autres, des informations sur l'appropriation du matériel de réduction des risques ;
- Les professionnels du champ de l'application de la loi (fonctionnaires des services douaniers, de la police judiciaire, de la gendarmerie, magistrats du parquet, etc.) apportent des données concernant la structuration des trafics, les modes d'approvisionnement, les profils des revendeurs et des usagers-revendeurs, etc.

Le recueil d'informations auprès d'acteurs occupant des positions variées dans le champ des drogues permet de croiser les différents points de vue sur un même phénomène, de l'appréhender dans sa globalité, tout en mettant l'accent sur ses différentes dimensions et sa complexité. Pour recueillir ces informations, les coordinations locales mettent en œuvre des outils d'observation qualitatifs (observations ethnographiques, entretiens collectifs et individuels) afin de repérer et documenter les phénomènes émergents et les évolutions en matière de drogues illicites et de médicaments détournés.

Chaque site participe également, par ses collectes de produits et par la transmission de signaux d'alerte, au Système d'identification national des toxiques et des substances (SINTES, voir encadré ci-dessous) qui assure une veille sur des produits nouveaux ou inhabituellement dangereux et sur le contenu toxicologique des substances. Le dispositif TREND-SINTES collabore au système européen de surveillance des produits psychoactifs (Early Warning System) mis en place par l'Observatoire européen des drogues et des toxicomanies (EMCDDA).

Au niveau national, l'OFDT accompagne en continu les coordinations locales dans le recueil et l'analyse des informations, en veillant à la mise en œuvre d'une stratégie de collecte et d'analyse commune. L'OFDT centralise et met en perspective les informations recueillies par les différentes coordinations locales afin de dégager des évolutions communes. Ces informations sont également complétées par celles issues des dispositifs quantitatifs de l'OFDT (notamment l'enquête ENa-CAARUD et celles en population générale adulte et adolescente), du réseau d'addictovigilance et de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (ANSM), de l'Office antitupéfiants du ministère de l'intérieur (OFAST) et de l'Institut national de police scientifique (INPS). Ce travail donne lieu à une publication annuelle de l'OFDT qui présente de manière synthétique les tendances nationales en matière d'usage et de trafic de produits psychoactifs illégaux ou détournés de leur usage². Par ailleurs, l'OFDT s'appuie sur les informations collectées par les coordinations locales TREND dans le cadre d'enquêtes spécifiques centrées sur un produit, un contexte de consommation, un groupe d'usagers, etc³.

² Ces synthèses nationales sont disponibles sur le site de l'OFDT.

³ Ces enquêtes sont disponibles sur le site de l'OFDT.

LE DISPOSITIF SINTES (SYSTÈME D'IDENTIFICATION NATIONAL DES TOXIQUES ET SUBSTANCES)

Mis en place par l'OFDT en 1999, il vise à documenter la composition des produits circulants, illicites ou non réglementés (dosage, identification de nouvelles molécules et logos), à partir des résultats de l'analyse des saisies effectuées par les services d'application de la loi et des collectes de produits, à un stade de leurs parcours où ils ne seront plus coupés. Ces collectes sont réalisées par des acteurs socio-sanitaires directement auprès des usagers. Le dispositif permet en outre de documenter le contexte de consommation de chaque échantillon, à l'aide d'un questionnaire soumis à l'utilisateur lors de la collecte. Les questions portent sur le produit (prix, forme, voie d'administration), sur l'utilisateur (âge, sexe) et sur son usage (produits consommés en association, effets recherchés et ressentis, fréquence). Il comporte deux volets (Veille et Observation) et s'appuie de manière privilégiée sur le réseau SINTES.

Le volet veille est un système d'information rapide par lequel transitent des signalements d'événements sanitaires graves ou inhabituels concernant les substances psychotropes et les signalements de substances présentant un caractère nouveau (forme, composition, nom...) ou particulièrement dangereuses. SINTES participe également à la veille sanitaire à travers la Cellule nationale d'alerte (CNA) en lien avec des institutions sanitaires françaises (DGS, Santé publique France, ANESM, ANSM et MILDECA). Enfin, la coordination nationale du dispositif SINTES est le relais français du Système d'alerte précoce européen ou Early warning system (EWS). Elle a pour mission de communiquer à l'Observatoire européen des drogues et des toxicomanies (EMCDDA) tout nouveau produit de synthèse (NPS) identifié sur le territoire français ainsi que tous les cas sanitaires graves en lien avec un usage de drogues.

Le volet «Observation» propose un éclairage sur la composition d'un produit illicite particulier grâce à des études spécifiques. Il s'appuie toujours en grande partie sur le réseau TREND qui assure les

collectes de substances auprès des usagers et le renseignement du questionnaire. D'autre part, les données d'analyse des saisies fournies par les laboratoires de la police, des douanes et de la gendarmerie permettent de suivre d'année en année la composition moyenne des produits.

Le réseau SINTES est formé de trois partenaires :

- Les coordinateurs régionaux et les collecteurs qui effectuent les collectes des produits accompagnés du remplissage des questionnaires (travailleurs du champ sanitaire et social intervenant auprès des usagers de drogues, acteurs du milieu associatif intervenant dans le champ de la réduction des risques.
- Les laboratoires d'analyse à qui sont adressés les échantillons : laboratoires hospitaliers et universitaires, de la Police scientifique, du Service commun des douanes de Paris (SCL Paris) de l'Institut de recherche criminologique de la Gendarmerie nationale (IRCGN).
- Les services d'application de la loi pour la transmission des résultats d'analyse des produits saisis par leurs services : police (INPS), douanes (SCL de Paris) et la gendarmerie (IRCGN).

Ces résultats permettent à l'OFDT de comparer les produits saisis avec ceux réellement consommés par les usagers et sont aussi communiqués à l'EMCDDA deux fois par an.

LA COORDINATION LOCALE EN HAUTS-DE- FRANCE

Le dispositif TREND-SINTES est implanté Hauts-de-France depuis 20 ans. La coordination locale est portée par l'association CEDRAGIR par convention avec l'OFDT, et est soutenu par l'Agence Régionale de Santé depuis 2019. Elle produit chaque année un état des lieux partagé de la situation locale en matière de consommations et de trafics, en s'appuyant sur un réseau d'acteurs locaux concernés par les problématiques des drogues (usagers de drogues, professionnels de santé, de la réduction des risques, du champ d'application de la loi, etc.). Cet état des lieux permet notamment :

- **De favoriser l'échange, l'acquisition et le partage des informations entre les différents acteurs locaux concernés par la question des drogues.** Les éléments d'information et de compréhension des phénomènes locaux font l'objet d'un rapport annuel, d'une synthèse, et de temps de restitution. Cette diffusion permet aux professionnels d'acquérir une meilleure connaissance des phénomènes d'usage et des populations d'usagers, des produits et des modes de consommations. Cet accès à des informations actualisées permet ainsi d'adapter les pratiques de prévention, de réduction des risques ou de soin. La participation de la coordination TREND/SINTES au réseau national permet en outre de bénéficier d'une vision dynamique des phénomènes au niveau national, et des autres régions, et ainsi de mieux appréhender son positionnement au sein de ces dynamiques.
- De disposer d'un outil d'accompagnement à la décision **permettant d'éclairer les décideurs, d'améliorer le contenu et le pilotage des politiques publiques locales** en les faisant reposer sur des informations fiables et un diagnostic commun. La connaissance qualitative des situations locales permet d'enrichir les diagnostics territoriaux, de compléter les données quantitatives disponibles. En outre, la coordination locale TREND-SINTES peut produire des notes spécifiques et fournir des informations qui relèvent de son champ de connaissances, à la demande d'acteurs et de décideurs locaux (tels que l'ARS, la délégation MILDeCA ou les municipalités). Ces informations peuvent aider à la mise en place d'actions et accompagner les décideurs dans le contenu et le pilotage des politiques sanitaires et sociales au niveau local.
- **D'appréhender rapidement la portée d'un signal sanitaire, d'évaluer la réalité d'un phénomène et sa dangerosité potentielle** (accidents ou décès liés à un produit par exemple).
- **De contribuer à l'animation des réseaux professionnels locaux en matière d'addictions.** Ces contributions/animations débordent souvent le champ strict des usages de drogues pour accompagner des projets locaux (par exemple sur les problématiques spécifiques à tel territoire local, l'accès au soin et aux droits pour des populations spécifiques, les pratiques, l'impact des usages et trafics de drogues sur le cadre de vie, etc.).

LE DISPOSITIF D'ENQUÊTE LILLE/HAUTS- DE-FRANCE EN 2021

Depuis le 1/12/19, et par convention jusqu'au 31/12/23, le dispositif TREND Lille/Hauts-de-France bénéficie d'un cofinancement de l'ARS-Hauts-de-France. Il vise à renforcer et développer le dispositif TREND existant sur deux dimensions :

- **L'amélioration et la diffusion des connaissances liées aux substances psychoactives, licites et illicites.** Cette action se subdivise en deux sous actions. La première consiste à renforcer le dispositif d'observation ethnographique dans l'espace urbain de l'agglomération lilloise. La seconde vise à étendre le recueil d'informations du dispositif TREND sur la région Hauts-de-France et plus particulièrement les secteurs de Creil, Senlis et Compiègne ;
- **Le renforcement de la veille relative aux substances nouvelles ou en circulation** par l'extension du dispositif SINTES à l'ensemble des territoires de la région Hauts-de-France et par le renforcement de la coordination entre SINTES et le réseau régional de vigilance et d'appui (RREVA).

En 2021, l'activité du dispositif TREND Lille/Hauts-de-France s'est traduite par :

- La mobilisation d'un coordinateur : Sébastien Lose qui a été remplacé en mai 2022 par Brandon Dutilleul salarié à temps plein de l'association CeDrAgir et rédacteur du présent rapport.
- Un recueil de données qualitatives auprès d'utilisateurs en situation de grande précarité :
 - Dans la métropole lilloise, par l'intermédiaire d'une convention entre les associations CeDrAgir et CMAO. Deux salariés référents, tous deux éducateurs, sont responsables d'observation. Ils réalisent des activités de travail de rue à travers toute la MEL (dans des parkings souterrains, des friches industrielles, des maisons abandonnées, des lieux d'habitation situés à proximité de points de deal, etc.), ce qui leur permet de rendre compte de la réalité du quotidien des personnes vivant à la rue ; onze notes d'observation ont ainsi été rédigées.
 - Dans les départements de l'ex-Picardie par convention avec l'association Le Mail et le SATO Picardie. Le responsable d'observation TREND pour la Somme a réalisé une

note d'observation et la responsable d'observation TREND pour l'Oise a réalisé trois notes d'observation. Ce sont tous les deux des éducateurs intervenant en CAARUD, en maraudes urbaines mais aussi en milieux festifs.

- Un recueil de données qualitatives en milieux festifs, par l'intermédiaire d'une convention avec l'association Spiritek située à Lille qui a produit des données d'observation lorsque les interventions étaient possibles. L'équipe a effectué un travail d'analyse pour la réalisation de deux notes synthétiques.
- La réalisation (par le coordinateur Sébastien Lose) de notes d'observation lors de 14 événements festifs publics en Métropole lilloise (plus spécifiquement entre mi-mai et fin octobre) : 10 sessions d'observation dans des bars, 2 en discothèques et 2 dans d'autres endroits (milieux non-officiels/semi-privatifs).
- La réalisation d'entretiens individuels avec sept professionnels :
 - CAARUD Soissons (éducateur),
 - CAARUD Amiens (éducateur),
 - CAARUD Montataire (éducatrice),
 - UDAUS80 Amiens (éducateur),
 - CSAPA et CJC Tourcoing (éducatrice),
 - CAARUD de la métropole lilloise (directeur),
 - Direction des douanes Lille.
- Des entretiens individuels avec cinq usagers (quatre hommes et une femme) âgés de 21 à 25 ans, relativement insérés sur le plan socio-économique et associés plus particulièrement à l'espace festif.
- La réalisation de sept entretiens collectifs avec quatre équipes :
 - CAARUD Spiritek Lille (trois éducateurs)
 - CAARUD Aides Lille (toute l'équipe)
 - CAARUD L'Étape Arras (deux infirmières et un éducateur),
 - CSAPA Armentières (toute l'équipe)

Et la tenue de trois groupes focaux, soit en distanciel, soit en présentiel :

POUR LA MEL :

- Le groupe-focal «application de la loi» n'a pas pu se réunir cette année en raison du contexte pandémique. Il a été remplacé par un entretien avec le directeur adjoint des douanes de Lille.
- Le groupe-focal «sanitaire» a réuni cette année dix participants, en présentiel, avec des représentants des structures suivantes :
 - CEIP/CHU Lille (pharmacienne),
 - CMAO/Samu social (éducatrice),
 - CSAPA CedrAgir Bailleul (éducateur et éducatrice en formation),
 - CSAPA CedrAgir Lomme (éducateur),
 - CAARUD CedrAgir Sleep'in (infirmier),
 - Pharmacie Aprium (directeur),
 - EPSM/EHLSA (infirmier),
 - Hôpital Fontan (médecin responsable service addictologie),
 - Association CedrAgir (responsable projets)

POUR LA PICARDIE :

- Le groupe-focal «application de la loi» a réuni quatre personnes, en vidéoconférence, avec des représentants des structures suivantes :
 - Gendarmerie
 - Services de police – DDSP 80
 - CAARUD Montataire
- Le groupe-focal «sanitaire» a réuni 7 personnes, en vidéoconférence, avec des représentants des structures suivantes :
 - CSAPA Creil (chef de service),
 - CSAPA Amiens (chef de service),
 - CAARUD La Parenthèse Amiens (infirmière),
 - CAARUD Le Relais Montataire (éducatrice),
 - CAARUD Aisne-Sud Soissons (éducatrice),
 - UDAUS80/Samu social (infirmière),
 - Centre Hospitalier Compiègne service addictologie (médecin addictologue)
- Une revue de presse régionale a été réalisée, à partir des sources suivantes : La Voix du Nord, Nord Eclair, Le Courrier Picard.

► SINTES


En 2021, l'activité du dispositif SINTES s'est traduite par :

- **L'action de 80 collecteurs SINTES, répartis dans 23 services différents**, qui sont des professionnels dans le champ de l'addictologie, sur l'en-

semble de la région Hauts-de-France ; il y a également deux collecteurs indépendants, un salarié et un usager. On observe une légère progression de ces effectifs par rapport à 2020, avec un passage de 77 à 80 collecteurs.

- **33 collectes d'échantillons de produits.** On observe également une légère augmentation du nombre de collectes avec un passage de 25 à 33 collectes.

Les données recueillies sur l'année, à partir des différentes méthodes et sous les formes spécifiques évoquées ci-dessus, sont ensuite informatisées et classées à partir d'une base d'organisation fournie par l'OFDT sur un logiciel de traitement de données qualitatives appelé QSR Nvivo® 10. Cette base de données offre la possibilité d'organiser les différentes informations disponibles et permet de croiser les informations à partir des différentes sources.



Espaces,
usages et
populations
observées

PRÉSENTATION GÉNÉRALE ET ÉTAT DES LIEUX

DONNÉES DE CADRAGE GÉOGRAPHIQUES ET SOCIO- ÉCONOMIQUES

► RÉGION HAUTS-DE-FRANCE

Résultat de la fusion du Nord-Pas-de-Calais et de la Picardie, en 2016, la région Hauts-de-France a une population totale de 6 023 336 habitants (3ème région de France métropolitaine) ainsi qu'une forte densité de population : 189 habitants/km². Son PIB régional se situe au 5ème rang national, avec 157 milliards d'euros⁴. Elle est aussi frontalière avec la Belgique sur sa façade Est.

Carte 2 : Région Hauts-de-France⁵

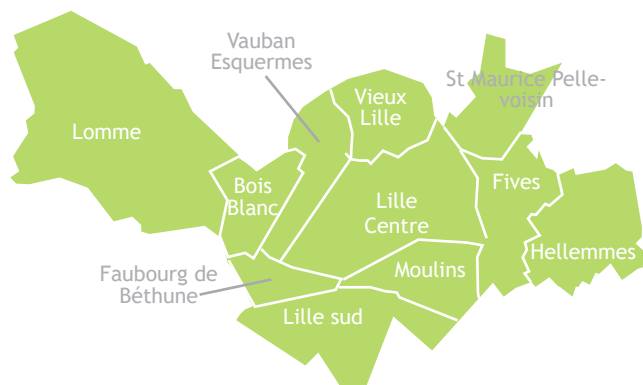


Source : adobestock

► LA MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE (MEL)

La MEL compte (au 01 avril 2020) 95 communes⁶ pour un total de 1 181 692 habitants⁷. Elle est située à la croisée de nombreux axes de circulation, qui relient les grands ports hollandais et belges (Rotterdam et Anvers) au bassin parisien, à l'ensemble du territoire national et plus largement aux pays du sud de l'Europe. L'économie, le commerce et le tourisme intensifient la circulation des biens et des personnes dans la région. La ville de Lille est la plus importante 234 842 habitants, et constitue la « capitale » économique, culturelle et administrative de la région Hauts-de-France.

Carte 3 : La ville de Lille et ses 12 quartiers⁸



Source : carte réalisée par Cèdragir

4 Source : www.prefectures-regions.gouv.fr

5 Source : Adobe Stock (en ligne)

6 Les 5 communes de la Communauté de communes de la Haute-Deûle (CCHD) : Allennes-les-Marais, Annœullin, Bauvin, Carnin et Provin ont rejoint la MEL en avril 2020

7 Source : www.banatic.interieur.gouv.fr (Base nationale pour l'intercommunalité).

8 Source : Par Velvet – Travail personnel, CC BY-SA 3.0, <https://commons.wikimedia.org/w/index.php?curid=7851468> (site Wikimedia Commons)

USAGES ET USAGERS OBSERVÉS DANS LES ESPACES DE LA MARGINALITÉ URBAINE

OBSERVATIONS RÉALISÉES SUR LA MÉTROPOLÉ LILLOISE

► DES NIVEAUX DE PRÉCARITÉ DE PLUS EN PLUS VISIBLES, DES DÉGRADATIONS PHYSIQUES, PSYCHOLOGIQUES, PLUS PRÉGNANTES

Le dispositif TREND observe une dégradation physique et psychologique des usagers précaires sur la métropole de Lille. Une tendance qui a été observée, non seulement par les responsables d'observation dans le cadre de leurs maraudes, mais aussi par de nombreux professionnels intervenant en CAARUD et en CSAPA.

Cette dégradation est liée aux mesures prises dans le cadre de la crise sanitaire, toujours en vigueur en 2021, qui ont limité l'accès aux soins et aux structures médico-sociales. Si certaines structures ne notent pas de changement concernant le nombre d'usagers de leur file active, d'autres en revanche, font un constat inverse ou plus mitigé, du fait, par exemple, des jauges et des accès restreints aux prestations (douches, blanchisserie, repas, etc.) qui n'ont pas permis de répondre aux besoins de tous. De nombreux usagers ont ainsi été « perdus de vue ». Les fermetures et ouvertures successives ont participé aussi à embrouiller les usagers concernant les accès ou non à certains services au fil des semaines : « Les gens sont de plus en plus sales, de plus en plus longtemps et ils ne font même plus attention en fait » (intervenante en CAARUD, Lille). D'autres intervenants soulignent les difficultés à récolter de l'argent par la manche pendant les périodes de confinement et de couvre-feu auxquelles se sont logiquement ajoutées des demandes de nourriture plus importantes.

La majorité de ces professionnels estime d'ailleurs que ce public particulièrement précarisé est plus visible en 2021 dans leur file active :

Hier on a eu 24 personnes et il y en avait au moins 20 qui étaient vraiment dans un état... mais même celles qui ont des

logements. Que ça soit l'hygiène corporelle, psychologiquement, physiquement ! Même pour nous ça devient compliqué au final (intervenant en CAARUD, AIDES - Lille).

Cependant, les professionnels de ce CAARUD délivrent depuis quelques années un matériel différent, comme les pipes, ce qui amène aussi de nouveaux profils, parfois plus précaires, vers leur structure.

Une note ethnographique de la CMAO reprendra l'histoire d'un usager, parmi d'autres, dans un état d'incurie tel que la montée dans un bus lui est parfois refusé. Cet exemple montre à quel point chez un public déjà marginalisé, l'ostracisation peut être accentuée par la dégradation physique.

Par ailleurs, de nombreux professionnels font, état d'un climat dépressogène assez important chez les usagers, souvent attribué à la situation sanitaire et combiné aux conditions déjà délicates de la vie à rue. Il apparaît effectivement que les intervenants en RdRD et en addictologie, que ce soit en maraude ou en structures de soins, notent l'expression régulière d'un sentiment de solitude et d'isolement de la part de nombreux usagers et parfois même l'expression d'une dépression plus affirmée qui amplifie sans doute les envies de consommer :

Je remarque qu'il y a une espèce de déprime qui est en train d'arriver, un truc de dépression, je ne sais pas comment dire. Ça se traduit par de l'angoisse, du stress... 95% des usagers que j'ai en référence, ils sont déprimés, n'ont pas le moral (intervenant en CSAPA, MEL).

Ce climat est produit par les restrictions de déplacement, l'accès limité aux structures d'accompagnement, l'impression d'être davantage exclu, la peur d'une contamination chez certains, les difficultés accrues pour trouver de l'argent, etc.

Il convient aussi de préciser la difficulté pour les professionnels d'exercer leur activité sur un mode de fonctionnement dégradé.

Ce dernier ne favorise pas l'adaptation des pratiques professionnelles et provoque, dès lors, un lourd sentiment de frustration et de fatigue chez les professionnels mais aussi, par voie de conséquence, une «dégradation» de l'accompagnement proposé, au détriment des usagers.

De plus, plus qu'une tendance, les observateurs de la CMAO (Samu social) constatent toujours la présence de comorbidités psychiatriques importantes chez le public précaire. Ces comorbidités se sont intensifiées pendant la période de pandémie, probablement du fait des listes d'attente importantes, par exemple pour l'accès aux centres médicaux psychologiques (CMP). Par ailleurs, la majorité des professionnels interrogés signalent toujours des relations délicates entre psychiatrie et addictologie qui font face, de part et d'autre, à la difficulté d'avoir à répondre à des besoins importants, des situations complexes avec des moyens insuffisants.

En outre, les consommations massives de cocaïne basée et inhalée, nous y reviendrons, observées sur le secteur lillois depuis quelques années induisent particulièrement certaines décompensations psychiatriques importantes et des états dépressifs qui se chronicisent lors de la disparition répétée des effets (descentes).

Enfin, la fermeture progressive, en 2021, de 600 places d'hôtel sur les 850 qui avaient été ouvertes en période de pandémie sur la métropole provoquent aussi des situations de «re-précarisation»

L'idée était de pouvoir ne pas faire de sorties sèches puis proposer des réorientations sur les dispositifs existants et pérennes [...] Si on te propose quelque chose qui ne correspond pas à ton dossier SIAO, on considère quand même que c'est un refus donc tu perds ta place à l'hôtel (intervenante en maraude et responsable d'observation, MEL).

Ces fermetures ont entraîné des retours à la rue et un engorgement des structures d'hébergement faute de solutions pérennes et/ou cohérentes pour ces usagers qui devaient pourtant accéder prioritairement à des places de stabilisation à la sortie de l'hôtel. Ces derniers ont donc aussi «pris la place», dans les structures d'hébergement, d'autres usagers encore à la rue qui n'avaient pas eu accès aux places d'hôtel.

À ce propos, nous notons l'inquiétude de certains professionnels concernant la question de l'évolution des politiques publiques en matière de trêves hivernales et d'hébergement pour les sans-abris.

⁹ La cocaïne basée ou free-base s'obtient par un procédé chimique transformant la cocaïne, achetée sous sa forme chlorhydrate (poudre), en caillou/galette que l'on peut fumer à l'aide d'une pipe. La transformation s'opère en mélangeant la cocaïne à de l'ammoniaque ou du bicarbonate. Les termes «cocaïne basée» ou «free base» sont utilisés pour désigner le produit lorsqu'il est basé par les usagers eux-mêmes, celui de «crack» est réservé pour désigner le même produit mais vendu déjà sous sa forme solide, comme en région parisienne ou à Compiègne.

► DES CONSOMMATIONS DE COCAÏNE BASÉE⁹ TOUJOURS OMNIPRÉSENTES

La massification de cette consommation dans toute la région Hauts-de-France et notamment à Lille depuis plus de 5 ans, comme l'attestent les précédents rapports TREND, mérite une attention particulière :

C'est devenu un truc de fou, franchement la coke basée, c'est un phénomène assez dingue, sur la MEL. J'ai l'impression qu'on est passé de rien à un truc de malade ! Il y a 10 piges, il n'y a aucun CAARUD qui donnait de pipes ! Personne n'avait de pipe, personne ne fumait de cette manière-là. Des gens qui basaient, il y en avait, il y en a toujours eu mais c'était quelques personnes quoi (intervenante en CAARUD, Lille).

La cocaïne basée s'est largement démocratisée chez les usagers de la région. Certains passent d'une pratique à une autre (de l'injection de cocaïne à l'inhalation pour par exemple préserver le capital veineux) ou d'une consommation à une autre (de l'héroïne à la cocaïne basée, en étant par exemple stabilisés sous méthadone), d'autres sont primo consommateurs (ils commencent leurs consommations de cocaïne par la cocaïne basée) et d'autres encore sont polyconsommateurs.

Cette tendance à eu un impact important sur les pratiques professionnelles des lieux de soins et des CAARUD, par exemple en matière de délivrance de matériel. Le CAARUD Aides s'est par exemple adapté à cette hausse du nombre de consommateurs de cocaïne basée très précaires à Lille en élargissant le spectre des publics accueillis initialement au sein de l'association et donc en proposant de la délivrance de pipes en verre. Le CAARUD Spiritek, comme beaucoup d'autres sur la métropole, constate que la pipe est le matériel de réduction des risques le plus demandé ce qui l'amène à réévaluer ses stocks mais aussi son protocole de distribution :

On a changé notre distribution par rapport aux pipes. Avant, c'était une par personne et par semaine et vu l'explosion des demandes de la part du public, là, depuis quelques temps, on est passé à deux pipes par personne et par semaine. Donc on est quand même obligé de limiter, sinon les personnes nous en demandent plus et on n'a pas forcément de budget pour en donner en illimité mais on a augmenté notre curseur (intervenante en CAARUD, Spiritek Lille).

C'est la cocaïne fumée qui est le produit le plus consommé, clairement. Dans ce carnet, ce qui est «stabilisé», ce sont tous ceux qui ont eu au moins une pipe dans la journée. On permet l'accès à deux pipes par semaine, nous. Donc tu vois, ça représente à peu près la moitié des passages (intervenant en CAARUD, Spiritek Lille).

Les ethnographes de la CMAO font les mêmes constats d'une présence de la cocaïne basée dans les consommations des personnes qu'ils rencontrent au cours de leurs maraudes en 2021. Ils observent sur l'ensemble des lieux de consommations (friche Saint-Sauveur, Fort de Mons, Lille-Sud, etc.) des pipes qui traînent, des consommateurs pipe à la main ou en demande de matériel.

A titre d'exemple, les chiffres concernant le nombre de pipes commandées par le CAARUD lillois «Sleep In» auprès du groupement de pharmacies Aprium-SI-SOfficine (Lille) qui centralise les commandes de plusieurs structures et associations de la région, augmente de manière continue ces trois dernières années : 2019 - 14130 pipes (dont 9400 coudées et 4730 droites), 2020 - 19450 pipes (dont 8750 coudées et 10700 droites) et 2021 - 19850 pipes (dont 6850 coudées et 13000 droites).

L'augmentation des délivrances de pipes depuis plusieurs années permet d'appuyer la tendance d'une présence importante des consommations de cocaïne basée à Lille, même si certains usagers (minoritaires) les utilisent pour consommer de l'héroïne. Une tendance qui semble néanmoins se stabiliser en 2021, pour ce qui est du Sleep In par exemple, à son niveau le plus haut.

Ce mode de consommation présente la spécificité d'entraîner une montée des effets et un plateau relativement court. Ainsi, les descentes sont fréquentes et particulièrement rudes et peuvent donc impacter le bien-être psychique des usagers. Ces consommations entraînent bien souvent une centration sur le produit avec un effacement d'autres activités et d'autres besoins au profit de la recherche du produit et de la consommation répétée. Cela participe à la précarisation et à la chronicisation d'un public déjà marginalisé.

Les prix bas et notamment la possibilité sur certains lieux de deal d'acheter des doses inférieures à un gramme en fonction de l'argent disponible favorise aussi cet effet d'aller et retour perpétuel, entre manche et consommation, au cours de la journée. En effet, à Lille, il n'est pas nécessaire de «faire la manche» toute une journée ou plusieurs heures pour

acheter un gramme de cocaïne à 50-60 euros ou un gramme d'héroïne à 20 euros. Avec 5 euros ou 10 euros, les usagers peuvent déjà «être servis».

Néanmoins, d'une certaine manière, cela permet peut-être aussi de mieux gérer le manque psychologique de cocaïne ou d'éviter des phases aiguës de sevrage physique d'héroïne. En effet, le fractionnement des doses et l'accès facilité évite sans doute parfois, aux usagers les plus précaires, de se retrouver en manque avant d'avoir obtenu l'argent nécessaire pour acheter un gramme complet. Un état de manque qui vient de surcroît rendre plus difficile l'exercice de la manche avec des symptômes qui peuvent inquiéter les passants (agitation, colère, sueurs importantes, démangeaisons, etc.).

Les CAARUD de la métropole, et plus largement des Hauts-de-France, qui se réunissent tous les mois autour de ce qu'ils ont appelé le collectif RdR, continuent de réfléchir leurs pratiques pour tenter de s'adapter au mieux aux usagers. Ainsi, des ateliers consistant à transmettre des informations et/ou des compétences techniques relatives au «basage» de la cocaïne¹⁰ avec du bicarbonate sont maintenant organisés par presque tous les CAARUD de la région. L'enjeu est d'amener les usagers de cocaïne basée à adopter le bicarbonate comme produit de «basage» plutôt que de l'ammoniac. Le «basage» à l'ammoniac, pratique encore largement observée, est en effet plus nocif. Il provoque des troubles respiratoires et pulmonaires importants et présente des risques liés au potentiel contact de l'ammoniac avec des parties du corps ou liés à l'ingestion potentielle.

Pour réaliser ces ateliers, certains s'appuient sur des vidéos d'usagers par exemple, d'autres sur des flyers, d'autres encore utilisent de la procaïne, un produit légal, qui semble réagir comme la cocaïne au contact du bicarbonate (même si en pratique cela semble plus complexe : les réactions chimiques ne sont pas exactement les mêmes et l'obtention du caillou est délicate). Cette action de prévention autour de l'usage du bicarbonate plutôt que de l'ammoniac constitue une nécessité pour la santé des usagers accompagnés qui restent parfois accrochés à leurs habitudes et croyances. Si certains adhèrent à cette pratique et à ces ateliers, d'autres plus réfractaires évoquent une crainte de perte de qualité et de perte de produit. Un goût particulier et la sensation de brûlure dans la gorge sont recherchés par les usages habitués à l'ammoniac.

Enfin, il n'existe toujours pas de marchés pérennes de crack à Lille, comme on peut le voir à Paris ou dans l'Oise. Les usagers achètent de la cocaïne qu'ils basent ensuite.

¹⁰ Transformation de la forme chlorhydrate de la cocaïne vers la forme base, autrement dit de la poudre vers la galette/le caillou

► DES NOUVELLES NOTIFICATIONS DE CAS DE STREPTOCOQUE A EN 2021

Des cas d'infection à streptocoque du groupe A¹¹ chez des usagers de drogues en grande précarité avaient marqué la deuxième moitié de l'année 2020. En 2021, de nouveaux cas ou suspicions de cas ont été recensés, soit liés à cette souche bactérienne précise, soit présentant des lésions cutanées.

Les observateurs de la CMAO rapportent en janvier 2021, au moins sept cas potentiels d'infection à streptocoque A dont trois formellement diagnostiqués. Le centre d'addictovigilance (CEIP-A) de Lille note également une plus grande sollicitation des professionnels de santé qui constatent une recrudescence des cas d'infection à streptocoque A à partir de 2020 et jusqu'en 2021.

Des chiffres fournis directement par Santé publique France (SPF – HdF) et issus du Centre National de Référence des streptocoques (CNR-strep) font état de 19 cas répertoriés (entre mars 2020 et juillet 2021) d'infection à streptocoque A¹², tous regroupés sur la MEL : 93% des personnes présentant l'infection sont des consommateurs vivant à la rue. Néanmoins, il reste très difficile d'estimer le nombre réel et total de cas. Par contre, aucun cas de décès n'a été rapporté sur la région.

Ainsi, après l'alerte lancée par la CMAO en 2020, les structures spécialisées de la métropole (centres d'hébergement, CSAPA, CAARUD, etc.) se sont rapidement saisies de ce problème, et plus particulièrement le Réseau santé solidarité de Lille¹³ et le centre de soins de l'ABEJ¹⁴.

En avril 2021, le centre de soins de l'ABEJ informera le réseau d'un échange ayant eu lieu avec deux médecins épidémiologistes de l'ARS suite à cinq nouveaux cas recensés dans le mois et à d'autres cas de plaies suspectes en cours d'analyse. Les personnes concernées sont consommatrices d'héroïne, par voie injectable ou non, et fréquentent notamment les hébergements d'urgence. D'après le centre de santé de l'ABEJ, la propagation vient notamment des difficultés à préciser clairement l'origine des contaminations mais aussi des difficultés liées à l'observance du traitement et des soins localisés. Les médecins de l'ARS ont invité les intervenants à poursuivre l'accompagnement tel qu'il est organisé tout en craignant l'apparition d'une résistance aux antibiotiques. Ils invitent à rester particulièrement vigilants, à poursuivre les prélèvements cutanés en cas de plaies inflammatoires ou

purulentes et à accentuer la prévention sur ce point précis auprès du public marginalisé mais aussi auprès des professionnels.

Pour ce qui est de ce public consommateur de drogues très précaire de la métropole lilloise, Santé publique France précise que les actions de sensibilisation et d'optimisation des parcours de soins ont permis de constater une diminution significative des formes cliniques sévères. En 2020, les infections invasives représentaient 55% des cas, contre 11% en 2021. De plus, selon la même source, l'hypothèse d'une bactérie présente dans l'héroïne initialement évoquée semble finalement avoir été évacuée. Les effets de contagiosité et de transmission liés au partage de seringues notamment ainsi que les contacts répétés entre les personnes (en situation de précarité sanitaire) représentent, semble-t-il, une hypothèse plus solide.

Une note ethnographique rédigée par la CMAO présente le cas d'un homme d'une quarantaine d'années vivant à la rue craignant : « d'avoir contracté la bactérie dont on parle actuellement chez les consommateurs d'héroïne ». Ce dernier sera rapidement diagnostiqué par le centre de soins de l'ABEJ. Il présente des lésions typiques spontanées, sphériques et purulentes qui évoluent en croûtes. Il n'est, par ailleurs, pas injecteur mais consommateur d'héroïne. L'utilisateur en question précise que :

Les lésions ont commencé sur le visage et au niveau du cuir chevelu. Ces premières lésions ont cicatrisé. Il présente actuellement une plaie assez importante au niveau d'une jambe, une entre le dos et les côtes et les autres sont situées sur les bras et les mains (note d'observation, CMAO Lille).

Le traitement induit des pansements et des bandages réguliers et la prise d'un traitement antibiotique trois fois par jour pendant plusieurs jours. L'observance de ce genre de thérapeutique dans un contexte de vie à la rue est loin d'être évidente. Ici s'apprécie l'intérêt d'une équipe mobile telle que la CMAO qui a permis d'initier le renouvellement des pansements et qui a aussi permis d'accompagner l'utilisateur, quand cela était nécessaire, dans le processus de soins lié à son infection.

11 Bactérie entraînant des lésions cutanées importantes et responsable d'infections potentiellement graves voire mortelles, elle se transmet par voie aérienne (gouttelettes) et par contact direct avec les lésions cutanées surinfectées.

12 Sur les cinq régions de France qui répertorient des cas d'infection à streptocoque A, la région HdF est celle qui en compte le plus (19 sur les 32 cas répertoriés)

13 Le Réseau Santé Solidarité Lille Métropole coordonne les accompagnements médicaux, sociaux et psychologiques et organise les parcours de soins pour des personnes en situation de très grande précarité

14 L'ABEJ solidarité est une association lilloise particulièrement impliquée auprès des personnes vivant à la rue notamment pour ce qui concerne l'hébergement et le logement

► UNE ANNÉE MARQUÉE PAR DES DÉCÈS

L'année 2021 semble être une année marquée, dans toute la région, par des cas de décès chez les usagers de drogues précaires, qu'ils soient logés ou non¹⁵. Sans pouvoir tirer de conclusions hâtives sur les effets de la pandémie et du confinement, nous pouvons néanmoins renvoyer aux conséquences psychologiques, physiques et sanitaires évoqués plus haut. Par ailleurs, si certains décès sont imputables (directement ou indirectement) à des surconsommations ou aux conditions de vie à la rue, les causes de certains décès restent inconnues faute d'enquêtes et d'investigations poussées :

Ces derniers temps, je dirais que c'est la période où il y a eu le plus d'OD (overdose). Depuis 1 an et demi, 2 ans, ça a enchaîné, mais total, quoi ! Après, c'est toujours la problématique de ce public-là [...] il n'y a pas trop d'enquête, ça ne va jamais très loin quand ça concerne des gens de CAARUD (intervenant en CAARUD, Spiritek Lille).

C'est assez varié dans l'âge des gens. Après, le point commun, c'est la polyconsommation. Des mecs qui déjà picolaient beaucoup, mélange avec les médocs, le tabac, le cannabis et la coke. Même des très jeunes, je pense à un usager qui avait entre 20 et 30 ans. On a eu des nanas qui sont décédées aussi (intervenant en CAARUD, Spiritek Lille).

Les intervenants évoquent notamment le cas d'une dame d'une quarantaine d'années retrouvée décédée chez elle avec des seringues pour qui aucune enquête ou examen spécifique n'aurait été mené. Ainsi, les professionnels et l'entourage se retrouvent souvent sans réponse à certaines de leurs interrogations.

Les intervenants de Spiritek estiment avoir recensé plus d'une dizaine de décès au cours de l'année 2021 liés a priori aux consommations de substances psychoactives :

Je trouve qu'il y avait une période où il y avait des décès mais c'était peut-être plus espacé, on va dire. Alors que là, il y a eu un moment, c'était toutes les semaines, tous les jours qu'il y avait des décès (intervenant en CAARUD, Lille).

Une responsable d'observation de la CMAO fera d'ailleurs part, dans une de ses notes ethnographiques, du parcours d'un usager d'une trentaine d'années connu depuis de nombreuses années dans le cadre des maraudes notamment.

Après un passage en institution thérapeutique spécialisée pour mineurs, il s'est retrouvé à la rue. Entouré d'autres personnes consommatrices, il finira lui aussi par consommer de l'héroïne, puis de l'alcool. Son parcours est ponctué par des passages en incarcération. Il décédera dans son squat en début d'année 2021 d'une overdose de médicaments et d'alcool. La responsable ethnographique souhaitait :

Mettre en lumière les conséquences constatées de ce type de trajectoire. En résumé, un parcours d'enfant carencé, un parcours de rue, un parcours de consommation et par conséquent, un parcours court, bien trop court (note d'observation, CMAO Lille).

Au-delà des dommages directement liés aux consommations, il est important de mentionner que les décès sont aussi souvent le résultat de parcours de vie à la rue marqués par le renoncement aux soins et/ou par l'inadaptation de certains services à ce public spécifique.

Enfin, au sein de l'association CedrAgir, le nombre de décès en 2021 est estimé à plus d'une dizaine. Le CSA-PA de Lomme par exemple recense six décès en 2021 (notamment en fin d'année) contre trois en 2020 et cinq en 2019. Le tout début de l'année 2022 a également été marquée par des décès, notamment au Sleep'in de Lille qui en recense au moins cinq sur une courte période.

Les professionnels décrivent donc une impression d'augmentation des décès en 2020 et 2021, qui n'est pas forcément toujours corrélée à une réalité chiffrée mais induite potentiellement par la succession de décès observés sur plusieurs courtes périodes. Ce phénomène entraîne chez les professionnels une importante fatigue émotionnelle liée à la perte de personnes avec lesquelles ils nouent des liens qui dépassent parfois le seul cadre d'un accompagnement, comme c'est souvent le cas dans ces métiers du travail social.

Nous verrons plus tard, pour appuyer notre propos, que ces constats de décès se posent aussi dans les départements de l'ex-Picardie.

¹⁵ À titre anecdotique, plusieurs intervenants interrogés se feront la remarque du nombre important de décès mais du peu de cas de Covid recensés a priori pendant la pandémie chez les usagers de drogues vivant à la rue

► LA FRICHE SAINT-SAUVEUR, BIDONVILLE À CIEL OUVERT : ENTRE CONSOMMA- TION ET PROSTITUTION

Située dans le centre de Lille et proche d'habitations et de lieux de convivialité (parc, bars, espace culturel, etc.), la friche Saint-Sauveur, connue des services de maraudes de la métropole depuis plusieurs années, est une forme de bidonville constitué de tentes et d'abris de fortune où les habitants vivent dans l'insalubrité. Différentes sous-populations d'usagers de substances psychoactives s'y côtoient et les phénomènes de violence y semblent de plus en plus visibles (incendies, prostitution, agressions, décès aux causes inconnues, etc.).

Les responsables d'observation de la CMAO et d'autres CAARUD de Lille ont pu corroborer la présence de nombreux consommateurs d'héroïne, de

cocaïne et plus précisément de cocaïne basée sur le site. Ils notent également la présence de réfugiés, particulièrement du Maghreb et d'Afrique subsaharienne (venant, par exemple, du Mali, de la Guinée, de l'Éthiopie, du Sénégal ou de l'Érythrée), mais aussi celle de mineurs non-accompagnés (MNA). La population semble s'y renouveler régulièrement. La zone apparaît également comme un lieu de revente de cocaïne et d'héroïne où les consommateurs peuvent consommer sur place mais aussi comme un lieu de prostitution et certainement de proxénétisme. Ce lieu est parfois difficile d'accès pour les professionnels qui craignent l'hostilité de certains habitants de la friche qui les questionnent beaucoup, les suivent et se montrent parfois virulents voire menaçants.

ENTRE CONSOMMATIONS ET PROSTITUTION

Nous souhaitons maintenant présenter un récit d'observation ethnographique réalisé par la CMAO qui s'est alertée des phénomènes de prostitution qu'elle observait de plus en plus au sein de la friche.

La partie de la friche du côté de l'auberge de jeunesse est aujourd'hui composée de plusieurs installations, tentes et un poulailler. L'ambiance est détendue. De l'autre côté de la passerelle, l'ambiance est différente. Des cabanes ont brûlé, de nombreux débris s'accumulent.

Nous approchons d'une tente qui était auparavant occupée par des femmes et qui, selon plusieurs sources, était identifiée comme lieu de consommation et de prostitution. [...] Nous avons tenté une approche il y a quelques semaines. Plusieurs hommes se trouvant à proximité nous avaient alors indiqué que nous ne pouvions pas nous rapprocher, sans nous donner davantage d'explication. Lors de notre passage, le lieu est désert. Cette fameuse tente semble inoccupée, le campement profondément endormi. Il est 10h45 du matin.

Un homme apparaît. Il arrive d'un campement se trouvant derrière cette tente. Son accueil est tendu, il ne semble pas dans l'échange. Nous lui proposons une collation, ce dernier refuse. L'échange s'oriente sur le constat que le lieu est calme, aujourd'hui. L'homme indique que les gens dorment encore et que c'est Ramadan. Je tente d'échanger avec lui sur sa situation, son inscription dans le cadre du SIAO. Il semble s'intéresser et s'ouvrir quelque peu. [...] Ce dernier semble ne pas connaître les dispositifs CAARUD.

Il nous questionne sur notre présence. Je lui indique qu'un certain [nom de l'usager] m'ayant demandé du matériel stérile, je le cherche. Il nous indique spontanément son lieu de vie. Il se trouve de l'autre côté de

la friche. [...] A notre arrivée, [nom de l'usager] est présent avec de nombreuses autres personnes dont deux femmes. Son accueil est chaleureux, nous nous connaissons depuis pas mal de temps [...] Ce dernier est aujourd'hui connu par de nombreuses associations comme étant un élément central du business et de l'économie qui se développent sur cette zone (il est notamment question de drogues et de prostitution).

A contrario, les autres personnes sur place se montrent méfiantes à notre égard. Nous proposons alors très vite des collations et du matériel stérile (par le biais du CAARUD qui accompagne la CMAO ce jour-là), principalement des pipes droites et coudées, des embouts et des grilles pleines. La consommation semble être axée sur de la coke et de l'héroïne [...]. La distribution semble apaiser l'ambiance.

Une cabane se trouve sur notre droite, une feuille A4 scotchée sur la porte : «Attendez que la cabane se libère, une personne à la fois» [...] Impossible d'accéder à la cabane. La porte se ferme directement lorsque je m'en rapproche. Nous ne pouvons que constater de nombreuses allées et venues d'hommes. [...] Les consommations se font un peu plus loin, dans un petit abri sur des bancs.

Rebroussant chemin, nous constatons que nous sommes constamment suivis, sans pour autant nous sentir en situation de danger. [...] Quelques instants plus tard, l'homme que nous avons rencontré lors de notre arrivée nous interpelle afin de récupérer des pipes pour [une femme présente ce jour-là]. Son visage est tendu. Il lui apportera directement le matériel dans la tente (note d'observation, CMAO Lille).

Cette immersion ethnographique dans l'univers de la friche donne à voir l'atmosphère qui y règne et certains des enjeux actuels autour des consommations et de la prostitution.

Si jusqu'en 2020, la friche était séparée en deux espaces distincts avec des consommateurs de drogues sans abri d'un côté et des réfugiés de l'autre, il apparaît en 2021 (voir encadré page précédente) que : « parmi les migrants on retrouve des consommateurs maintenant, ce qui n'était pas forcément le cas » (intervenant en CAARUD, Lille). Un autre intervenant précise :

La discussion n'est pas si simple. La demande de matériel est importante, ils (les habitants de la friche) te voient arriver avec du café... dès que tu dis « pipe », ils viennent et appellent les autres. Avec un éducatif [d'un autre CAARUD de Lille], en une heure, on a dû donner 30 pipes. Après, creuser la question des consommations, c'est pas évident, je trouve qu'ils sont un peu fuyants et ne vont pas forcément beaucoup parler d'eux (intervenant en CAARUD et en maraudes, Lille).

► FORT DE MONS : UN « SPOT DE DEAL » ET DE CONSOMMATION EN PÉRIPHÉRIE DE LILLE

Située en périphérie de Lille, la ville de Mons-en-Barœul héberge un fort militaire datant de la fin du 19^{ème} siècle. Il se trouve à côté d'une station de métro portant le nom de Fort de Mons. Ce fort, vendu à la ville dans les années 1970, est bien connu de ses habitants qui s'y baladent et abrite divers lieux de culture (restaurants, salle de spectacle, etc.). Il se compose également de parties moins touristiques qui font l'objet de visites en tout genre. Le lieu : « est composé de plusieurs galeries, de sorties multiples, d'espaces verts, de voûtes, c'est un labyrinthe » (note d'observation, CMAO). En 2021, nous avons pu identifier plus précisément le secteur comme étant un lieu (pas nouveau mais peu documenté par TREND) de consommation d'héroïne et de cocaïne (beaucoup de pipes y sont distribuées), mais aussi un point de deal important de la métropole. Des traces de consommations y sont visibles un peu partout (se-

ringues, pipes, lingettes, etc.). Le public s'y trouvant est un public relativement précaire, que la CMAO avait par exemple rencontré dans les souterrains de la gare Lille Europe, mais aussi pour certains, pas nécessairement sans logement ou sans travail.

Certains usagers semblent venir au Fort de Mons uniquement pour consommer pendant que d'autres viennent acheter sur le secteur et y consomment ensuite. De plus : « le Fort de Mons semble attirer un public qui avait ses habitudes d'achat et de consommation sur d'autres secteurs » (note d'observation, CMAO Lille). Le site, en périphérie de Lille, moins visible, offre sans doute la possibilité de consommer sur place de manière plus discrète.

Un usager, dont les propos recoupent ceux d'autres consommateurs, précisera d'ailleurs : « c'est facile d'accès et le produit est de meilleure qualité » (note d'observation, CMAO Lille). Les prix des produits semblent identiques à ceux pratiqués ailleurs en MEL (entre 50 et 60 euros le gramme de cocaïne et 15 euros le gramme d'héroïne) voire parfois un peu moins élevés. En effet, un prix s'élevant à 12 euros le gramme d'héroïne y a par exemple été recensé.

Les notes d'observation de la CMAO font état d'un climat parfois tendu avec certaines personnes, notamment celles liées aux trafics présents sur le site (guetteurs et dealers). Au cours de l'année 2021, les observateurs de la CMAO proposeront à un CAARUD de Lille de les accompagner pour pouvoir ramasser le matériel usagé, proposer du matériel stérile et donc faciliter les échanges avec les usagers du secteur.

Souterrains du Fort de Mons



Source : CMAO, 2021

Des personnes impliquées dans le trafic ont ainsi vu positivement la mise à disposition de matériel stérile et autres récupérateurs : « Il (un habitant de la friche) poursuit en nous demandant si nous pouvons lui laisser des seringues et des conteneurs de récupération afin d'en disposer un peu partout pour « les clients » » (note d'observation, CMAO).

A l'occasion d'un entretien avec le CAARUD Spiritek, certains intervenants nous expliqueront d'ailleurs que le Fort de Mons a la réputation d'être un lieu de revente où l'utilisateur est mieux considéré et surtout moins malmené que sur d'autres. Il serait perçu davantage comme un « client » avec qui on peut faire du « business ».

Certains usagers du secteur semblent être sollicités dans le cadre du trafic. Par exemple, l'un d'eux, sans-abri, précisera qu'il a été embauché comme « chouf » à 80 euros la journée, en ajoutant que cette activité est moins rentable que la manche.

Par ailleurs, le lieu semble plus calme le matin que l'après-midi où plusieurs dizaines de personnes s'y regroupent régulièrement à des endroits différents selon le moment de l'année et selon, peut-être, l'organisation du trafic du moment.

Nous pouvons faire l'hypothèse, tout comme dans les différentes zones de consommation de la ville de Lille, qu'un lieu de consommation à moindres risques implanté dans le secteur permettrait d'atténuer les problèmes, notamment sanitaires, qui découlent de consommations réalisées dans des espaces insalubres. Il éviterait également des situations d'insécurité pour les riverains et les passants.

Une réunion a été organisée en 2021 entre le CAARUD Ellipse, la CMAO et le club de prévention de secteur (Azimuts), qui craint une dégradation de la situation et décrit un phénomène d'insécurité, afin d'échanger sur les pistes d'intervention et de mutualiser les informations. La municipalité semble consciente des enjeux et l'objectif consistera à travailler conjointement. Le CAARUD Oxygène situé à Faches-Thumesnil, en périphérie de Lille, se positionnera d'ailleurs de manière centrale sur ce secteur.

Cette zone de consommation et de trafic n'est pas nouvelle. Toutefois, en 2021, elle semble avoir pris de l'importance du fait de son « attractivité » qui a alerté de plus en plus les professionnels constatant les enjeux sanitaires mais aussi les enjeux d'insécurité pour les riverains. Enfin, le lieu semble relativement mouvant dans son fonctionnement. Il conviendra donc de suivre ses évolutions de près en 2022.

OBSERVATIONS RÉALISÉES SUR L'ANCIEN TERRITOIRE PICARD

Les différents temps d'échanges avec les acteurs de l'addictologie et de la réduction des risques de l'ancienne région picarde (autrement dit des départements de l'Aisne, de l'Oise et de la Somme), ont permis de collecter un certain nombre de données de terrain qui sont analysées et présentées ci-dessous. Le rapport 2020 dresse un état des lieux des phénomènes existants en matière de drogues et de consommations dans ces trois départements. Certaines évolutions (des pratiques professionnelles et des consommations) induites par la crise sanitaire y étaient identifiées. Nous allons ici présenter certaines tendances et évolutions depuis l'année passée, même si la crise sanitaire n'a pas facilité la production de données au sein de ce territoire relativement grand.

► L'EX-PICARDIE : ÉGALEMENT TOUCHÉE PAR LES EFFETS DE LA CRISE SANITAIRE

Il semble important de notifier, tout comme à Lille, le climat anxigène qui a été ressenti par les usagers d'un côté, du fait des restrictions de déplacement, d'accès aux soins et de l'isolement qui en découle ; et par les professionnels d'un autre côté, en raison des contraintes liées à la pandémie (jauges d'accueil restreintes dans les locaux, plages horaires moins souples, public plus difficile d'accès pendant les maraudes, etc.). Certains usagers ont été perdus de vue pendant que de nouveaux se sont manifestés. Des professionnels de l'addictologie témoignent également de constats de dégradation des usagers :

La file active est restée à peu près la même par contre, pour les patients qu'on a revus après en présentiel, on est quand même sur des effets du confinement et une altération sur le plan organique, psychique et social également (médecin, CH de Compiègne).

De ce fait, les orientations des usagers vers le secteur de la psychiatrie ont été importantes. Toutefois, ce secteur a été globalement surchargé pendant la pandémie ce qui n'a pas facilité l'accès aux usagers de drogues. Par ailleurs, des difficultés à travailler avec la psychiatrie se retrouvent aussi sur le territoire de l'ex-Picardie du fait du manque de moyen patent et de l'étendue géographique couverte, par exemple par l'EPSM du Centre Hospitalier Pinel d'Amiens.

Enfin, un nombre important de décès (pas nécessairement liés directement à des consommations) semble également avoir été recensé, même s'il reste difficile d'objectiver ces informations et d'en tirer des conclusions :

En 6 ans de présence, j'avais connu un usager décédé et il y en a eu une dizaine en 2020 (éducatrice en CAARUD, Soissons).

Nous aussi on a quand même beaucoup de décès là depuis un an. Des usagers qui fréquentent le CAARUD ou le CSAPA depuis très longtemps. Donc surtout des décès d'usagers de plus de 50 ans qui étaient assez stabilisés mais qui décèdent quand même, à cause de divers problèmes de santé dus à des consommations répétées. Et encore des OD chez des personnes qui pourtant ont côtoyé des CSAPA et des CAARUD pendant toute leur carrière de consommateur (intervenante en CAARUD et en maraudes, Oise).

Des décès surtout chez des polyconsommateurs, mais surtout chez des usagers très réguliers de benzodiazépines/alcool. Des gens chez qui le projet de soin et de suivi tenait la route et qui étaient stabilisés au niveau des opiacés. Et donc plutôt des quinquas, qui faisaient parfois des extras, la petite défonce de trop quoi (responsable, CSAPA, Oise).

La pandémie, la distanciation sociale, les jauges dans les structures et les confinements n'ont certainement pas dû arranger les situations d'usagers déjà exclus et extrêmement précaires.

► LA SOMME : UNE NETTE AUGMENTATION DES DÉLIVRANCES DE PIPES EN VERRE

Nous nous intéressons particulièrement au secteur sud-est de la Somme et notamment à la ville d'Amiens. D'autres secteurs, plus ruraux, sont cependant évidemment concernés par les substances psychoactives, tels que la haute Somme, Péronne et bien sûr Abbeville. Des diagnostics territoriaux sont d'ailleurs réalisés en ce moment-même concernant les besoins de ces territoires qui sont caractérisés par des disparités en matière de structures d'accompagnement, d'accès au logement et d'aides sociales diverses.

A l'image de toute la région, la cocaïne, et plus précisément la cocaïne basée, prend une place importante dans ce secteur. Ainsi, à Amiens, la tendance marquante de ces dernières années, selon le CAARUD, correspond à l'augmentation de la visibilité des usages de cocaïne basée. A contrario, selon l'ob-

servateur du CAARUD, les usages d'héroïne ou de Subutex® hors protocole thérapeutique (en sniff ou en injection) étaient a priori plus prégnants il y a encore quelques années. Cependant, même si, d'après l'équipe du CAARUD, la cocaïne prend de plus en plus de place, l'héroïne est toujours très présente sur le secteur d'Amiens. C'est d'ailleurs le constat des forces de l'ordre du département qui soulignent, en 2021, que les saisies et les affaires d'héroïne sont toujours nombreuses.

Depuis le milieu des années 2010, la consommation de cocaïne basée s'est en effet répandue sur le secteur amiénois et des ventes de cocaïne déjà basée (crack) ont même été rapportées, bien que le phénomène reste marginal (une analyse SINTES de crack a été réalisée sur Amiens sans information précise sur la provenance). Pour le reste, c'est la forme chlorhydrate de la cocaïne que l'on retrouve sur le département de la Somme qui est ensuite basée par les usagers.

D'autre part, le matériel d'inhalation a pris progressivement une plus grande place dans les stocks distribués par le CAARUD :

On voit des évolutions nettes par rapport à 2020. On a donné beaucoup plus de KitBase®, en revanche le nombre de Stéribox® distribués est largement moindre ; (environ) 4000 unités de différence (entre 2020 et 2021). Donc beaucoup moins d'injecteurs mais beaucoup plus de fumeurs de crack¹⁶ (infirmière en CAARUD, Amiens).

En 2020 : 23462 kits d'injection (deux seringues par kit) et 1742 kits d'inhalation (une pipe par kit) ont été délivrés.

En 2021 : 20117 kits d'injection et 3059 kits d'inhalation ont été délivrés.

Pour préciser le propos, un usager qui s'injecte a besoin de beaucoup plus de seringues qu'un usager qui inhale qui peut se servir de sa pipe plusieurs fois (dans une perspective de RdR). Ce qui explique les grosses différences entre kits d'injection et kits d'inhalation délivrés. Enfin, une intervenante en CAARUD signale également, cette année particulièrement, une évolution des pratiques d'inhalation de l'héroïne. En effet, certains usagers utilisent le kit d'inhalation, prévu pour fumer de la cocaïne basée, plutôt que les feuilles d'aluminium. Ce qui a d'ailleurs donné lieu à la création d'une nouvelle pipe proposée par Safe adaptée aux deux produits (cocaïne et héroïne). Elle est actuellement en cours d'expérimentation. Il faut préciser que l'inhalation de l'héroïne par la technique de « la chasse au dragon » avec de l'aluminium est loin d'être aisée quand on vit à la rue, qu'il y a du vent et de la pluie. D'une certaine manière, la pipe en verre

¹⁶ Il s'agit en fait ici de cocaïne basée

protège la vapeur et la fumée à inhaler. Cependant, la combustion est plus délicate car la «goutte» d'héroïne ne peut pas se balader aussi facilement que sur l'aluminium et risque d'être brûlée en cas de mauvaise manipulation. C'est un apprentissage.

► LA SOMME : UNE NOUVELLE MARAUDE DE JOUR À AMIENS SOUS L'EFFET DU CONFINEMENT, MAIS QUI N'ÉPUISE PAS LES BESOINS DU SECTEUR

En juin 2020, sous l'effet du confinement, une nouvelle maraude de jour mené par l'Union Départementale d'Accueil et d'Urgence Sociale de la Somme (UDAUS 80) gestionnaire du 115 et du Samu social a été mise en place. Dans le même temps, un nouvel accueil de jour, géré lui-aussi par l'UDAUS 80, avait ouvert ses portes. C'était semble-t-il le seul accueil de jour ouvert à Amiens pendant le confinement. Le but était notamment de soutenir les plus précaires et les sans-abris (pour se reposer, remplir des papiers administratifs, etc.). Un accueil : «qui n'a duré que quelques mois mais qui était vraiment nécessaire et on regrette toujours cette fermeture, parce qu'on manque de ça (d'accueil de jours)» (intervenante, UDAUS 80). Le local (une grande cantine) avait été emprunté à une auberge de jeunesse puis rendu à la fin du confinement. Des négociations avec la mairie semble se poursuivre en 2021 pour trouver un autre local qui serait géré par l'UDAUS 80 et profiterait aux plus précaires, pour certains usagers de drogues.

► L'OISE : À BEAUVAIS, UNE CONSOMMATION IMPORTANTE D'OPIACÉS

Selon les informations recueillies par la responsable d'observation du département, les usages observés dans le cadre des permanences avancées du CAARUD à Beauvais (au sein du CSAPA) se distinguent des tendances départementales. En effet, la consommation d'héroïne mais aussi l'injection d'opiacés (traitements de substitution aux opiacés et héroïne) y sont très présentes. Les consommateurs d'opiacés en injection sont souvent des hommes âgés de 35 à 50 ans et consommant de longue date. De plus, les professionnels du CAARUD constatent que ces personnes sont souvent en grande précarité (vivant en squat, en tente, à la rue ou hébergé par un tiers) avec une récurrence de troubles psychiatriques associés (suivies ou non par un CMP ou par un autre service spécialisé). Elles sont parfois polyconsommatrices et associent par exemple la cocaïne (plus souvent basée) à l'héroïne. L'héroïne restant le produit de consommation principal.

L'héroïne est globalement très accessible à Beauvais (20 euros le gramme et 10 euros le demi-gramme), notamment au niveau du quartier Saint-Jean. Les

usagers ont l'impression de consommer un produit de qualité :

Quand nous posons la question aux usagers, ils disent que l'héroïne de Beauvais est au moins à 20 % d'héroïne pour un gramme ! Quand nous posons cette question à Compiègne, les usagers pensent qu'elle est à 2 % d'héroïne pour un gramme (note d'observation, SATO Picardie).

Les données issues de la file active du CAARUD de Montataire viennent confirmer la persistance d'une forte présence des usagers d'héroïne sur le secteur de Beauvais :

- En 2019, la file active pour la maraude de Beauvais est de 71 usagers dont 47 consommateurs d'héroïne et 22 injecteurs d'héroïne
- En 2020, la file active est de 53 usagers dont 36 consommateurs d'héroïne et 14 injecteurs d'héroïne
- En 2021, pour la période de janvier à mai, la file active est de 36 usagers dont 26 consommateurs d'héroïne et 12 injecteurs d'héroïne (note d'observation, SATO Picardie).

Les consommateurs d'héroïne semblent donc bien représenter une partie importante et majoritaire de la file active. La part d'injecteurs est importante mais tout de même faiblement minoritaire. L'inhalation doit certainement représentée la pratique la plus répandue sur la ville.

Enfin, les professionnels du CAARUD ont constaté un phénomène important de revente de méthadone et de Subutex® qui vient lui aussi confirmer la tendance d'une consommation importante d'opiacés :

Au black, à Beauvais, la plaquette de 20 mg de méthadone gélule (autrement dit 7 gélules de 20 mg) coûte 20 €. Le Subutex® au marché noir lui coûte 20€ la plaquette, 7 cachets de 8 mg. Beaucoup d'usagers consommateurs et injecteurs d'héroïne, injectent aussi du Subutex® (note d'observation, SATO Picardie).

► L'OISE : PRÉSENCE DE CRACK SUR LE QUARTIER COMPIÉGNOIS DU CLOS-DES-ROSES

Le secteur compiégnois se caractérise par une forte visibilité de l'usage de cocaïne basée. D'ailleurs, on y observe du deal de crack.

Les données collectées par la responsable d'observation du secteur isarien (Oise), à travers sa pratique professionnelle mais aussi d'entretiens qu'elle a menés avec sept usagers plus ou moins précaires sur le

plan socio-économique, a permis de mettre en lumière la présence importante du crack à Compiègne.

Le crack semble y être disponible depuis environ cinq ans avec une confection de plus en aboutie au fil des années :

Au début, les dealers achetaient le crack sur Paris mais cela leur revenait trop cher. La demande a dépassé l'offre et ils ont décidé d'acheter de la cocaïne en poudre et de la baser directement à Compiègne. Il y a eu une longue période où le crack était mal préparé. Puis les dealers ont demandé à plusieurs usagers d'en préparer pour eux et de leur apprendre le procédé (note d'observation, SATO Picardie).

Néanmoins, les professionnels du secteur Sud (Creil et environs) et Est (Compiègne) de l'Oise exerçant en addictologie (CSAPA et CAARUD) semblent repérer une phase de stagnation relative au nombre de consommateurs observés :

On reste sur une majorité de personnes qui consomment du crack, même s'il y a un plateau là depuis 3 ou 4 ans après les années où il y avait eu une grosse flambée. De la même manière, bon, il y a le contexte compiégnois qui est un peu particulier pour ces consommations-là, mais je pense que c'est assez vrai aussi pour le CSAPA de Creil avec la proximité de Paris (responsable, CSAPA, Oise).

Ce que je peux remarquer, c'est qu'en effet la lune de miel avec le crack est un peu redescendue. On a beaucoup moins de nouveaux consommateurs. On n'a plus toutes ces personnes qui s'étaient mises à consommer du crack parce qu'il n'y avait plus que ça à vendre, il n'y avait même plus de shit ou d'autres drogues pendant une période. On s'était retrouvé avec des gens qui n'étaient pas addicts à autre chose qu'au crack (intervenante en CAARUD et en maraudes, Oise).

D'après la responsable d'observation, il y aurait quelques «cuisiniers» réguliers sur la ville de Compiègne qui réquisitionnent parfois le logement d'usagers pour la préparation du crack. A ce propos, des usagers interrogés témoignent d'une différence de qualité quand certains cuisiniers sont par exemple en prison.

Aujourd'hui, la préparation du crack au bicarbonate semble être préférée par ceux qui le cuisinent. En outre, les usagers interrogés jugent le crack compiégnois plus coupé qu'à Paris. Le matériel d'inhalation se détériorerait plus vite avec le crack vendu sur la ville de Compiègne.

Les points de vente du crack semblent se centraliser sur le quartier du Clos-des-Roses, comprenant plusieurs points de vente. Certains autres points de deal à Compiègne auraient essayé d'en vendre mais sans succès véritable.

Les prix apparaissent comme étant relativement élevés mais des quantités inférieures à un gramme peuvent être achetées :

Un gramme de crack coûte 80€, 40€ le demi-gramme. Tous disent que des 20€ sont possibles, 0,20 gramme, mais que pour des 5€ ou des 10 € il faut vraiment bien connaître le dealer et ne jamais avoir eu de problème avec lui (note d'observation, SATO Picardie).

Les consommateurs de crack sont souvent très précaires mais la responsable d'observation note que certains usagers compiégnois interrogés travaillent et sont donc un peu plus insérés, même s'ils finissent par présenter des difficultés pour payer leurs loyers et donc à conserver leur logement par exemple.

Nous pouvons supposer que l'accès facilité au crack et le fait de ne pas avoir à préparer le produit, de pouvoir le consommer tout de suite, séduisent les usagers. En effet, il est possible d'acheter du crack en petites quantités sur Compiègne contrairement à la cocaïne (ce qui n'est pas le cas sur Lille où l'achat de cocaïne chlorhydrate - poudre - peut se faire en petites quantités). Enfin, la responsable d'observation signale des habitudes et des rituels très ancrés depuis l'arrivée du crack sur la ville de Compiègne où des galettes ont d'abord été offertes par les dealers pour «accrocher» les usagers.

Enfin, certains usagers consomment directement sur place au Clos-des-Roses. Il semble y avoir des endroits un peu plus à l'abri des regards pour fumer. A ce propos, une politique relativement répressive avec une forte présence policière semble être de mise sur le secteur compiégnois et notamment au Clos-des-Roses du fait du trafic important (ce qui ne facilite pas toujours le travail de maraude du CAARUD via leur camion, les usagers craignant d'être repérés) : «Il y a beaucoup de contrôles d'identité, de fouilles corporelles à la recherche de produit» (éducatrice, CAARUD de Montataire). Néanmoins, cette professionnelle ajoute qu'en 2020-2021 : «Après une période de plusieurs mois où les contrôles sur les consommateurs étaient nombreux, il semblerait que les choses changent».

La période de pandémie semble, en effet, avoir modifié un peu cette tendance. Peut-être du fait des restrictions de contact et d'un changement de stratégies policières qui visent semble-t-il davantage les dealers et le trafic : «Il y a beaucoup d'échauffourées au Clos

des Roses en ce moment (mai 2021), les tirs de mortiers face aux forces de l'ordre sont nombreux» (note d'observation, SATO Picardie).

Les forces de l'ordre répliquent avec des bombes lacrymogènes. Tout cela crée un climat de tension souvent relayé par la presse locale :

Il y a même des tours de logement sociaux complètement vides car personne ne souhaite y vivre. Les dealers sont masqués, en bas de plusieurs barres d'immeubles, les habitants font souvent état de sentiments d'insécurité dans les journaux locaux (note d'observation, SATO Picardie).

Ainsi, le Clos-des-Roses s'est équipé de 10 nouvelles caméras de surveillance à la fin de l'année 2021 : «Neuf caméras de vidéosurveillance quadrillent le quartier du Clos-des-Roses : «dix nouvelles viendront les compléter dans les prochains mois», annonce Philippe Marini, maire de Compiègne¹⁷ ». Les effectifs policiers d'autres villes comme Creil sont venus soutenir la police de la ville.

► L' AISNE : ENTRE BAISSÉ DE LA VISIBILITÉ DE L'HÉROÏNE ET OMNIPRÉSENCE DE LA COCAÏNE

Le département de l'Aisne est, lui aussi, très concerné par la consommation de cocaïne, de crack et la distribution importante de kits de réduction des risques dits «base» (pipes en verre) :

On a 52% de notre file active qui est concerné par la coke basée. Parmi les 98 nouveaux arrivants, 55% sont concernés par le crack donc on a effectivement plus de kits base qui sont distribués. Et sur une file active de 200, on a que 24 injecteurs, mais qui ont des consommations (majoritairement de cocaïne) vraiment énormes, mais plus sur les maraudes à Laon et à Château-Thierry. Alors qu'au local de Soissons, c'est plus les kits base qui partent (éducatrice en CAARUD, Soissons).

Cette éducatrice précisera que 23 000 seringues ont été distribuées en 2019 contre 29 000 en 2021 et ce, uniquement auprès des 24 usagers injecteurs de cocaïne mentionnés (soit environ 1200 seringues par personne dans l'année et donc un peu plus de trois seringues par jour et par personne) :

En 2015, c'était des injecteurs en majorité. Aujourd'hui, c'est vraiment une minorité. Et les injecteurs d'héroïne, je ne pourrais peut-être même pas t'en citer un seul... ça va être Subutex® en ensuite cocaïne. Mais c'est très marginal. Ce sont des usagers

PRÉPARATION «RACHACHA»

Un mail transféré par l'éducateur du CAARUD s'étant occupé de la collecte relayera les propos de l'utilisateur ayant fabriqué localement son héroïne/rachacha :

Voici la recette décrite par l'utilisateur :

Il s'agit d'une préparation à base de pavot somniferum. L'utilisateur dit avoir déjà récolté le latex du bulbe. C'est à partir des restes végétaux du bulbe qu'il prépare ce qu'il décrit comme «une sorte de rachacha mais plus forte» :

1) Pour cela, il commence par écraser soigneusement les restes végétaux en prenant soin d'extraire les graines restantes. Il fait chauffer ce résultat en le mélangeant avec de l'eau en le faisant mijoter environ 1h à 80°C maximum. Puis, il filtre le substrat obtenu de manière à en débarrasser les restes végétaux.

2) Dans un second temps il mélange le filtrat avec de l'acide acétique, du vinaigre blanc et de l'alcool à 70°C et porte le mélange obtenu à 70°C en le laissant mijoter environ 1h et en remuant régulièrement. Il refiltre à nouveau ce qui lui permet d'obtenir un début de pâte marron à moitié solide et particulièrement humide.

3) Il fait chauffer cette pâte humide au bain-marie, à feu très doux, durant au moins 8h, dans le but d'évaporer les restes liquides de la pâte. Ainsi, il obtient le produit final qu'il consomme soit par ingestion, soit par sniff (mail, éducateur en CAARUD, Saint-Quentin).

qui vont venir beaucoup moins souvent qu'avant, qui vont prendre plus de matériel (intervenant en CAARUD et en maraudes, Aisne, SATO Picardie).

17 Le Courrier Picard, A Compiègne, bientôt 10 nouvelles caméras de surveillance au Clos-des-Roses, 19 septembre 2021

De plus, l'augmentation de la consommation de cocaïne basée, parfois achetée dans les départements voisins et notamment dans l'Oise, semble entraîner chez les usagers des effets socio-économiques délétères qui s'observent de plus en plus sur le territoire :

Suite à l'augmentation de la consommation de crack dans notre public, on a pu constater des conséquences sociales sur le fait que le produit coûte cher et que de moins en moins ont des logements autonomes. La plupart de nos usagers ayant un logement social finissent par ne plus pouvoir payer leur loyer. Ce n'est plus leur priorité donc de plus en plus ils sont expulsés. Et du coup la majorité des personnes qu'on reçoit vivent chez des tiers, dans des squats, des caves ou alors sont dans des foyers d'hébergement (éducatrice en CAARUD, Soissons).

Cette éducatrice semble également noter des changements de comportement de la part des usagers, notamment de l'instabilité psychologique et géographique de la part des usagers, allant là où se trouve le produit, qu'elle ne voyait pas avec la consommation d'opiacés.

La circulation de la cocaïne et du crack sur le département est donc centrale et nous verrons dans une autre partie que certains dealers de la métropole lilloise semblent investir de plus en plus le département.

Par ailleurs, les usagers présentant une pratique d'injection sont effectivement peu nombreux sur le département et ceux consommant de l'héroïne avec cette modalité d'usage semblent encore plus rares. Un intervenant en addictologie témoigne d'une :

Baisse de qualité importante (de l'héroïne) depuis déjà quelques années. Mais là (en 2021), la qualité est encore plus mauvaise. Le peu d'usagers d'héroïne qu'il nous reste vont aller dans d'autres régions, villes pour en trouver. On a par exemple un usager qui va la chercher à Epernay, qui la prend en gros, qui l'a moins chère et qui apparemment est vraiment de meilleure qualité (intervenant en CAARUD et en maraudes, Aisne, SATO Picardie).

Une analyse SINTES a même fait apparaître un cas de fabrication artisanale d'héroïne (voir encadré) du côté de Saint-Quentin (avec une teneur de 8%). Une fabrication induite a priori par la faible accessibilité du produit sur le département.

USAGES ET USAGERS OBSERVÉS DANS LES ESPACES FESTIFS

MILIEUX FESTIFS SUR LA MÉTROPOLÉ LILLOISE

► UN DÉBUT D'ANNÉE TOUJOURS PROPICE À LA CONSOMMATION DANS L'ESPACE PRIVÉ

L'année 2021, tout comme 2020, reste fortement marquée par les restrictions de déplacement liées à la pandémie de COVID 19. Les responsables ethnographiques intervenant auprès d'usagers de drogues fréquentant les milieux festifs techno observent encore une tendance à faire la fête en petit comité, dans des espaces privés et parfois même en créant des colocations temporaires. Cette adaptation des usagers semble par ailleurs propice à l'augmentation des consommations chez certains :

La fréquence de consommation augmente. Le nombre de produits consommés est également en augmentation. Les interviewés décrivent des soirées qui se passent en petit comité, plus longues par obligation de respecter le couvre-feu. Les personnes se retrouvant les unes chez les autres, de nouvelles opportunités de consommation se créent (note ethnographique, Spiritek Lille).

Une étudiante lilloise de 23 ans¹⁸ interrogée par les professionnels du CAARUD Spiritek explique que :

Le deuxième confinement, quand il y a eu le nouveau colocataire, c'était une période où je n'ai jamais consommé autant de cocaïne, genre trois fois par semaine alors qu'avant ça m'arrivait jamais. Il en achetait souvent et on y avait accès facilement. [...] Je me dis qu'on n'a plus d'autres plaisirs. Avant, on pouvait aller au cinéma... tout ce qui apportait du plaisir c'est plus là. Le fait d'être avec des gens et de prendre de la drogue c'est comme si on accentuait un peu... on essaye d'équilibrer ce qu'on n'a pas pu avoir grâce à d'autres loisirs (note ethnographique, Spiritek Lille).

D'autres usagers encore témoignent de cette augmentation des consommations pendant les périodes de restrictions de déplacement, de télétravail ou encore de chômage partiel, pour compenser le mal-être lié à aux restrictions des activités sociales :

On a fait autant voir plus la fête avec les amis. Tout le groupe était mal, stressé, on ne savait pas quand on pourrait retrouver notre vie, du coup tous les weekends on s'est retrouvé, on a bravé confinements et couvre-feu et jusque 8h du matin on était là. Alors qu'on a commencé à 18h. Ça fait long (salarié de 24 ans, vivant en colocation au sein de la MEL) ;

J'ai l'impression qu'on vit notre dernière soirée à chaque fois et qu'on se dit putain faut faire la fête, vite et à fond ! On prend plein de drogues (alcool, ecstasy, kétamine, cocaïne), on parle, on chante, on fait la fête jusqu'au matin, et ça tous les weekends parce qu'on sait pas quand on pourra le refaire j'ai l'impression. On se force un peu parfois. C'est plus explosif à chaque fois. Je suis jeune, mais je ne suis jamais autant sorti que cette année (étudiant lillois de 20 ans, vivant seul).

D'autre part, certains usagers rencontrés en 2021, plutôt des habitués des psychédéliques et âgés de 23 à 35 ans, se sont par exemple mis à planter chez eux des champignons ou des truffes hallucinogènes achetés sur internet, et notamment à partir du premier confinement en 2020. Ce sont majoritairement des usagers en télétravail ou sans activité :

C'est un petit kit que tu commandes en ligne, c'est un truc que j'ai fait plusieurs fois [...] ça a clairement un lien avec le confinement. Quand j'ai su qu'il allait y avoir ça, j'ai direct commandé le truc. [...] C'est simple, le fait d'être confiné chez soi, on est isolé, une personne isolée, qu'est-ce qu'elle va faire ? C'est trouver un palliatif au social (salarié de 26 ans, vivant seul à Lille).

¹⁸ Cette dernière consomme de l'alcool, du cannabis et du CBD de manière régulière mais aussi, lors de moments festifs partagés, de l'ecstasy, du LSD, des champignons hallucinogènes, de la 3-MMC et de la cocaïne.

RÉCAPITULATIF NON EXHAUSTIF DES CONSIGNES SANITAIRES RECENSÉES EN 2021¹

15 décembre 2020 : mise en place d'un couvre-feu de 20h00 à 06h00 sur l'ensemble du territoire métropolitain.

16 janvier 2021 : mise en place d'un couvre-feu de 18h00 à 06h00 sur l'ensemble du territoire métropolitain.

31 janvier 2021 : fermeture des frontières aux pays extérieurs à l'Espace Européen.

1er février 2021 : fermeture des commerces non-alimentaires de plus de 20 000 mètres carrés.

25 février 2021 : annonce de la mise en place du confinement le week-end sur le littoral des Alpes-Maritimes et à Dunkerque et le passage de 20 départements sous surveillance renforcée.

4 mars 2021 : extension du confinement le week-end sur l'ensemble du département du Pas-de-Calais.

18 mars 2021 : mise en place de mesures de restrictions sanitaires renforcées pour 16 départements à compter du vendredi 19 mars à minuit : la région Ile-de-France, la région Hauts-de-France, les Alpes-Maritimes, l'Eure et la Seine-Maritime.

27 mars 2021 : ouverture de la vaccination à toutes les personnes de plus de 70 ans.

3 avril 2021 : entrée en vigueur à partir de 19h00 des mesures sanitaires renforcées sur l'ensemble du territoire métropolitain.

12 avril 2021 : ouverture de la vaccination à toutes les personnes de plus de 55 ans et début de la mise en vente des autotests en pharmacies.

3 mai 2021 : fin des attestations de journée et des restrictions de déplacement.

10 mai 2021 : ouverture de la vaccination aux personnes de plus de 50 ans quelle que soit leur situation.

19 mai 2021 : réouverture des terrasses de bars et de restaurants.

31 mai 2021 : ouverture de la vaccination à tous les adultes sans condition.

9 juin 2021 : couvre-feu décalé à 23h00 ; réouverture des restaurants, des bars et des cafés en intérieur, assouplissement des jauges dans les commerces, les cinémas, les musées ; mise en place du passe sanitaire.

20 juin 2021 : fin du couvre-feu.

Du 30 juin au 20 juillet 2021 : fin des limites de jauge dans les lieux recevant du public ; reprise des concerts et festivals avec du public debout (jauge de 75 % en intérieur et jauge de 100 % en extérieur), le passe sanitaire est exigé à compter de 1 000 spectateurs et le port du masque est obligatoire pour les concerts en plein air ou en salle accueillant moins de 1 000 spectateurs.

21 juillet 2021 : passe sanitaire étendu à tous les lieux de culture et de loisirs (théâtres, cinémas, musées, parcs d'attractions, festivals, salles de concerts, etc.) accueillant plus de 50 personnes.

9 août 2021 : généralisation du passe sanitaire.

¹ Sources :

1° <https://www.gouvernement.fr/info-coronavirus/les-actions-du-gouvernement#:~:text=27%20mars%202021%20%3A%20ouverture%20de,d%C3%A9partements%20sont%20sous%20vigilance%20renforc%C3%A9e>

2° <https://www.service-public.fr/particuliers/actualites/A14940> (site du gouvernement, pages consultées le 20/05/2022).

L'équipe du CAARUD Spiritek note toute de même en 2021 une prise de conscience de la part de plusieurs usagers concernant l'augmentation de leurs consommations et surtout la dérégulation de ces dernières (fréquences, quantités, etc.).

Il apparaît que les usagers qui se sont le mieux régulés après les grandes périodes de restrictions de déplacement, notamment pour ce qui est de l'alcool et du cannabis, sont les personnes âgées de 30 à 40 ans environ, souvent en couple et avec une activité professionnelle. En effet, d'autres, peut-être plus isolés et/ou plus précaires, ont plus facilement développé ou accentué une forme de dépendance à certains produits (alcool, cannabis, cocaïne, etc.) en conservant un «rythme de confinement».

► MOIS DE JUIN : UN PRESQUE RETOUR À LA NORMALE AVEC DES HABITUDES QUI SE TRANSFORMENT

La fin du premier trimestre 2021 semble marquée par la recherche d'espaces, le plus souvent extérieurs, où pouvoir se regrouper et faire la fête. Ainsi, les parcs de la ville de Lille ont rapidement été pris d'assaut dès le début du printemps (les quartiers Vauban, Centre ou encore Jean-Baptiste Lebas). Ces regroupements ont donné lieu tantôt à de la souplesse de la part des forces de l'ordre du fait du caractère ouvert de ces espaces, tantôt à des interventions et à des évacuations largement relayées par la presse locale. Certains observateurs de Spiritek ont pu y constater des consommations d'alcool, de cannabis mais aussi d'ecstasy et de cocaïne.

A partir du second semestre 2021, les restrictions sanitaires ont commencé à être levées. C'est par exemple le cas du couvre-feu, des jauges limitées dans le milieu festif commercial ou pour ce qui est des regroupements en plein air.

Les événements de type open-air, dans des lieux extérieurs aérés avec de la musique, se sont poursuivis ou ont repris mais sur des plages horaires parfois atypiques allant de midi à 20h/21h avec un retour chez soi dans la foulée. Comme si le rythme du confinement et du couvre-feu sommeillait toujours :

L'offre en soirées étant limitée surtout après la fermeture des bars, cela a amené un revirement du public jeune vers ses open-air mais a aussi ramené un public plus âgé c'est à dire 30-45 ans qui n'a plus l'habitude (ou moins) de se coucher à des horaires tardifs et qui prend plaisir à écouter de la musique électronique et danser

en après-midi les dimanches (note ethnographique, Spiritek Lille).

De nombreuses actions de réduction des risques réalisées par l'équipe de Spiritek¹⁹ en 2021 permettent d'observer ces modifications d'habitudes. Il apparaît, en effet, que le public a pris l'habitude d'arriver plus tôt en soirée ou en festival. Cela est sans doute lié à la crise sanitaire mais aussi certainement à l'envie de profiter pleinement d'un «retour à la normal» et de se retrouver le plus vite possible. Les soirées se terminent également plus tôt, quatre heures au lieu de six heures, avec même des festivals qui se terminent parfois vers minuit et des organisations festives qui proposent : «des tarifs avantageux si arrivée avant minuit» (note ethnographique, Spiritek Lille).

La modification des plages horaires festives provoquent assez logiquement des conséquences sur les usages de drogues. Les consommations commencent de fait plus tôt et certains usagers sont identifiés par le CAARUD Spiritek comme étant plus rapidement dans un état de surconsommation dit «de défonce», voire même de malaise. D'ailleurs, les professionnels du CAARUD décrivent des personnes qui prévoient leurs consommations de drogues bien avant la soirée, c'est-à-dire en achetant en amont plutôt que pendant la soirée. Dès lors, les consommations de cocaïne ou d'ecstasy par exemple débutent dès le «before» ce qui n'était pas forcément la tendance avant la pandémie.

► MULTIPLICATION DES SOIRÉES «LGBT+ / FRIENDLY» ET CHASSE AU GHB

Dans la continuité des observations réalisées par les autres sites régionaux du dispositif TREND²⁰, les soirées LGBT+ / friendly semblent se développer à Lille dans l'offre festive techno :

Nous remarquons qu'il y a de plus en plus de collectifs queer qui émergent et qui organisent des événements à thème où sont stipulés des libertés peu revendiquées dans d'autres soirées notamment, comme la possibilité de montrer sa diversité vestimentaire ou d'être dénudée sans être embêtée. [...] Y sont souvent mentionnés les termes de non-jugement, bienveillance, inclusion et y sont proscrits tout ce qui peut être de l'ordre de la discrimination, homophobie, racisme, sexisme, transphobie (note ethnographique, Spiritek Lille).

¹⁹ 25 actions dont environ un quart en Belgique, entre le 4 juillet et le 26 novembre 2021 («garden-party du dimanche», festivals électroniques en extérieur ou en salle, discothèques, DJ-set en salle de spectacle, Sound System dans des salles louées pour l'occasion) regroupant entre 200 et 4000 personnes à chaque fois.

²⁰ GEROME Clément & GANDILHON Michel, *Substances psychoactives, usagers et marchés. Tendances récentes (2019-2020). Tendances n°141, Paris, OFDT, 2020.*

Le CAARUD Spiritek évoque par exemple le cas d'une soirée « queer » organisée dans une discothèque lilloise et regroupant environ 300 personnes.

Les produits repérés par Spiritek pendant cette soirée sont l'alcool, l'ecstasy²¹ et la cocaïne. Des produits finalement courants dans le milieu festif techno.

D'après Spiritek, les gérants se montrent, par ailleurs, très questionnant sur les nouveaux produits de synthèse et le GHB. Ils sont en demande d'informations et de soutien.

A ce sujet, les observateurs repèrent certains organisateurs d'événements festifs qui affichent, en amont des soirées, des messages comme : « NO GHB/NO GBL », craignant des cas de soumission chimique. Les articles de presse récents relayant ce genre de faits semblent faire peur à certains organisateurs.

Par ailleurs, le GHB est un produit liquide (avec des dosages en millilitres) que l'on peut aisément dissimuler. A ce sujet, il existe même des protections pour les verres qui permettent d'éviter les introductions de GHB ou de GBL (qui se transforme en GHB dans le corps).

Les services de police de la métropole amiénoise, à l'occasion de notre groupe focal, ont fait état de nombreux cas rapportés de soumission chimique (concernant des jeunes filles) qui n'ont finalement pas été confirmés par les analyses toxicologiques réalisées. Néanmoins, les analyses sont souvent effectuées après le délai relativement court (quelques heures) de détection du GHB dans le corps. Ces analyses permettent par contre régulièrement d'identifier de l'alcool et des médicaments de type benzodiazépine. Il convient donc de rester prudent, de part et d'autre, avec ces données, qui évacuent par ailleurs souvent les consommations volontaires de GHB.

Aussi, une association comme Spiritek, par exemple, ne souhaite pas particulièrement distribuer de protections pour les verres estimant que le problème est à déconstruire et que cet outil vient surtout stigmatiser un produit et les consommateurs volontaires de ce produit. Les professionnels décrivent d'ailleurs des scènes de « panique » où tout le monde souhaite récupérer une protection pour son verre pendant la soirée et où les discussions autour de la réduction des risques se focalisent sur ce sujet : avec par exemple des rumeurs qui se répandent rapidement, notamment dans des événements plus « mainstream », sans confirmation des services de secours de l'événement.

Les observateurs du CAARUD constatent même des mouvements de dénonciation de certains bars pour des affaires de soumission chimique :

Un collectif s'est créé début octobre à Bruxelles, sous l'hashtag «balance ton bar», pour dénoncer les cas de soumission chimique dans les bars de Bruxelles.

En France, des procureurs ont ouvert des enquêtes à grande échelle. La page Instagram «balance ton bar Lille» a émergé début novembre (2021) et a posté une trentaine de témoignages sur la fin d'année (note ethnographique, Spiritek Lille).

²¹ Pour les logos observés par Spiritek : Trèfle à 4 feuilles, singes de la sagesse, Tesla, Punisher, Audi, Philipp Plein, Jurassic Park, DHL, X d'un côté et TC de l'autre

MILIEUX FESTIFS SUR L'ANCIEN TERRITOIRE PICARD

► L'AISE ET L'OISE UN RÉSEAU FESTIF QUI SE PERD CHEZ LES PROFESSIONNELLS MAIS DES ACTIONS QUI PERDURENT

Les actions de réduction des risques en milieu festif dans l'Aisne se sont particulièrement développées depuis l'ouverture du CAARUD de Soissons en 2010 sous l'impulsion du CAARUD de Montataire (Oise), faisant partie de la même association et réalisant des actions depuis quelques années déjà.

Les professionnels de Soissons interviennent sur quatre ou cinq événements festifs légaux par an et un peu moins au niveau de l'offre illégale (free-party). La pandémie a empêché l'action du CAARUD sur le territoire mais depuis l'été 2021 les interventions sont de nouvelles autorisées.

Néanmoins, les intervenants de Soissons et ceux de Montataire déclarent avoir perdu un peu leur réseau (organisateur/Sound System/fêtards) au fil des années :

Le problème c'est qu'on a perdu un peu nos contacts. Avant, il y avait un lieu-ressource, du côté de Laon, avec la « station Ubu », à Urcel, mais ça fait maintenant quelques années qu'elle a été rasée. C'était un lieu d'échanges et de découvertes artistiques, avec des concerts souvent rock [...] depuis on a quand même vachement de mal à se refaire des contacts. De temps en temps on a eu des tout petits Sound System qui nous ont contacté, certains ne voulaient pas forcément une intervention mais juste du matériel (intervenant du CAARUD Aisne-Sud).

Cet intervenant rappellera également, comme observé en 2020, la présence forte des forces de l'ordre sur le département de l'Aisne et ainsi, la difficulté à organiser des gros événements : « toutes les free qu'on a fait, à chaque fois, il y a des flics et c'est évacué » (intervenant du CAARUD Aisne-Sud). Dès lors, c'est la discrétion qui semble devoir être de mise dans le secteur avec des plus petits événements.

Les professionnels de l'Oise, impliqués depuis plus longtemps dans le secteur festif, présentent la spécificité d'une intervention des : « pairs pour les pairs », car ils sont eux-mêmes impliqués dans la musique électronique, techno, les Sound System et les free-party. Ainsi, ils disposaient d'un réseau très établi (qui les contactait directement sans passer forcément par l'association) mais qui semble se perdre au

fil des années : « aussi parce qu'on vieillit, on n'est plus dans les mêmes cercles de gens » (intervenante du CAARUD de Montataire, Oise).

Il semble, par exemple, que les réseaux sociaux jouent aujourd'hui un rôle important dans l'organisation des événements festifs commerciaux ou alternatifs. C'est donc toujours un travail de l'aller vers et de patience qui permet d'un côté, une meilleure compréhension des enjeux de la consommation de drogues en milieu festif et de l'autre, une adaptation des professionnels aux réalités singulières des usagers (que les intervenants en addictologie semblent avoir chevillé au corps).

► LA SOMME : UN SECTEUR PROPICE AUX FÊTES ET FREE-PARTY

Les professionnels du CAARUD d'Amiens ont permis d'obtenir des informations sur l'organisation des nombreux événements festifs du département. Le secteur festif semble être investi par le CAARUD de manière beaucoup plus importante depuis environ trois ans. En effet, ils sont davantage sollicités, au-delà de l'offre légale, par les organisateurs de free-party par exemple :

En 2018, on avait dû en faire deux ou trois, 2019, sept ou huit et là on a une douzaine à peu près de free-party par an minimum, et encore il y en a certaines qu'on refuse (intervenant du CAARUD La Parenthèse, Amiens).

L'équipe semble très mobile sur le territoire et dispose d'un camion. Ils vont dans les bars, les festivals, vers les espaces estudiantins et dans les fêtes alternatives. Ils essaient également de former les organisateurs et de mettre à disposition des kits de prévention « autonome » quand ils ne peuvent pas intervenir, notamment pour les plus petits événements.

D'autre part, certains organisateurs de free-party sont identifiés comme étant relativement jeunes voire même mineurs avec des participants tout aussi jeunes et donc plus jeunes qu'il y a quelques années :

Ils sont jeunes, leur public l'est aussi et ils sont déjà consommateurs de produits. Pour les plus jeunes, ils avaient 13 ou 14 ans, dans des états pas possibles. Nous ça nous a vraiment fait flipper, notamment avec ma collègue psychologue. Ils disaient : « j'ai pris de l'alcool, du cannabis, de la MD et puis je vais aller prendre de la kétamine ». OK, bah attend peut-être un peu quand même. Faut déjà éliminer tout ça, pose-toi un peu (intervenant du CAARUD La Parenthèse, Amiens).

Ces fêtes semblent se dérouler plutôt en périphérie des grandes villes comme Amiens et Abbeville et plutôt en extérieur, dans des bois et des forêts regroupant généralement entre 100 et 150 personnes. Les consommations semblent s'organiser autour de la cocaïne, de la MDMA, parfois de certains médicaments ou de speed et le plus souvent sniffé ou ingéré. Nous retrouvons des prix plus élevés que les prix de rue, par exemple 80-100 euros le gramme de cocaïne. Ceci laisse supposer des «conditions économiques» suffisantes, ce que corrobore le CAARUD d'Amiens expliquant observer un public plutôt inséré avec des jeunes qui sont en formation, en études ou qui travaillent même.

Les restrictions sanitaires ont, uniquement de manière épisodique, limité l'organisation des grosses fêtes. Néanmoins, l'activité du CAARUD dans ce secteur est en augmentation. En effet, à la levée des restrictions, les événements se sont enchaînés.

Le CAARUD note également un rapport moins conflictuel avec les forces de l'ordre (en comparaison de l'Aisne par exemple). Les professionnels décrivent des cas d'intervention de la gendarmerie mais qui se passent bien.

Nous dans la Somme c'est rigolo parce que les mecs (les organisateurs) sont des très jeunes mais qui ont un bagou pas possible, un truc de dingue. On a fait des free où il y a eu des interventions de gendarmes et il n'y a jamais eu une seule saisie, ni un seul arrêt de teuf (intervenant du CAARUD La Parenthèse, Amiens).

Les gendarmes semblent plutôt intervenir sur le mode de la prévention en distribuant par exemple des éthylotests. Par ailleurs, les organisateurs prennent des précautions pour éviter certains débordements :

On n'a même pas eu à faire de la médiation parce qu'elle s'est faite toute seule en fait. Ils ont très bien fait leur truc les jeunes, après ils prennent quand même un certain nombre de précautions. Certains s'assurent que le terrain sur lequel on se cale, que le proprio soit d'accord parce que ce sont des gens qu'ils connaissent bien en fait, des agriculteurs de leur ville donc ils négocient quand même à ce que les terrains soient bien réservés. A chaque fois ça s'est plutôt bien passé (intervenant du CAARUD La Parenthèse, Amiens).

MARCHÉS. TRAFICS. APPROVISIONNEMENT

La région Hauts-de-France est située sur une zone frontalière, traversée par de nombreux axes autoroutiers, maritimes et ferroviaires. Elle constitue un véritable carrefour européen en matière de trafics de stupéfiants, notamment de par sa situation limitrophe avec la Belgique puis les Pays-Bas. Deux pays où les réseaux de production, de conditionnement et/ou de redistribution de nombreuses substances illicites sont très présents. Des produits comme l'amphétamine, l'ecstasy/MDMA ou encore le LSD sont directement produits dans ces deux pays. Par ailleurs, les villes d'Anvers et de Rotterdam sont souvent citées (par les forces de l'ordre et par la presse) comme d'importants lieux d'arrivée des drogues, notamment de cocaïne et d'héroïne, en Europe.

La ville de Lille devient progressivement un pôle important de trafic dans cet ensemble dynamique européen, notamment de par sa position stratégique dans ce tissu fortement urbanisé. La ville de Lille est pourvue de nombreux points de deal. Les réseaux de cité sont souvent organisés de façon pyramidale, avec des rôles bien déterminés, et se répartissent dans différents quartiers clairement identifiés de la métropole, particulièrement dans un vaste secteur de sa moitié sud. La plupart de ces vendeurs proposent de l'héroïne et de la cocaïne, d'autres du cannabis (les marchés semblent relativement séparés, comme nous le faisons déjà remarquer dans de précédents rapports). C'est aussi un point de stockage pour certaines substances (particulièrement le cannabis, l'héroïne et la cocaïne) destinées à être redistribuées sur des territoires alentours, voire d'autres régions.

Ces éléments permettent d'expliquer en partie certaines particularités des trafics locaux : diversité des produits, forte accessibilité, prix bas, etc. Les parties suivantes se proposent d'aborder, en premier lieu, le cas de la MEL et plus précisément de Lille et ensuite, celui d'Amiens et plus largement de la Somme.

AU SEIN DE LA MÉTROPOLÉ EUROPÉENNE DE LILLE (MEL)

Comme nous l'avons déjà vu lors de précédents rapports, les secteurs de trafic historiques de la ville de Lille et alentours sont toujours très actifs (Lille-Sud, Bois-Blanc, Boulevard de Metz, Moulins, les grandes portes de métro, etc.). Ces secteurs se situent tous dans la grande moitié sud de la ville.

Par ailleurs, nous l'avons vu également, certains secteurs sont régulièrement en phase d'adaptation et d'évolution. C'est par exemple le cas du Fort de Mons.

Enfin, les lieux de trafic en périphérie de la ville, comme Caulier ou le Fort de Mons, semblent bénéficier d'une meilleure réputation chez les usagers en matière d'accueil (moins de violences envers les usagers) et de qualité du produit notamment.

► DES SAISIES IMPORTANTES DES DOUANES DE LILLE EN 2021

Voici un état des lieux chiffré (fourni par la direction des douanes) des saisies des douanes de Lille en 2021 (intervenant dans tout le département du Nord sauf l'arrondissement de Dunkerque, avec parfois des actions transfrontalières). Ces dernières ont été en hausses importantes en comparaison de l'année 2020 (elles-mêmes déjà en hausse de 44% toutes saisies confondues par rapport à 2019).

Pour l'année 2021 : «Sur les 112 kilos (d'héroïne), là, on a dû faire une très grosse affaire. Mais à la descente, c'est ce qui vient des Pays-Bas essentiellement [...] Parmi les 196 kilos (de cocaïne), on a très peu de cocaïne base» (direction des douanes de Lille).

Il est important de préciser que toutes ces marchandises n'étaient pas nécessairement destinées à la France. Les douanes se focalisent sur les grands flux internationaux et les grands axes autoroutiers (avions, bateaux, camions, fret postal). Ainsi, si des marchandises passent sur le département, elles n'y restent finalement pas toujours et se dirigent vers l'Espagne ou le reste de l'Europe. Il est donc difficile pour les douanes d'estimer les parts destinées réellement à la France.

En ce qui concerne les flux, la direction des douanes de Lille précise : «On continue de faire énormément de résine de cannabis dans le sens Sud-Nord. Et toujours beaucoup de cocaïne, d'héroïne, d'amphétamines, dans le sens Nord-Sud, en provenance du Benelux» (direction des douanes de Lille). D'autre part, il apparaît que les saisies d'héroïne et de cocaïne sont le plus souvent distinctes les unes des autres.

De plus, les saisies ou plutôt les contrôles de CBD sont également réguliers, notamment dans le fret postal selon les informations de la direction des douanes.

TABEAU 1 : SAISIES DE LA DIRECTION RÉGIONALE DES DOUANES DE LILLE EN 2021

NATURE	QUANTITÉ	UNITÉ	SOIT ENVIRON (EN 2021)	EN 2020
Herbe de cannabis	334 005	Grammes	334 kg	497 kg (et 110 kg de khat)
Résine de cannabis	300 687	Grammes	300 kg	
Huile de cannabis	500	Grammes	0,5 kg	/
Pollen de cannabis	19 646	Grammes	20 kg	/
Cocaïne	196 082	Grammes	196 kg	27 kg (et 21 kg de kétamine)
Héroïne	111 949	Grammes	112 kg	43 kg
Amphétamines	60 826	Grammes	60 kg	30 kg
Ecstasy/MDMA	376 326	Comprimés	376 326	203 000

Toutefois, ces saisies sont parfois classées dans la catégorie CBD (du fait des étiquettes, cartes expéditrices et parfois même des factures retrouvées) sans toutefois toujours pouvoir certifier que ce n'est pas autre chose. Il est complexe de distinguer la fleur de CBD du cannabis par exemple et les analyses en laboratoire deviennent le seul moyen de vérification. Cependant, elles ont un coût et prennent du temps : «donc on est en grande difficulté pour s'assurer que ce qu'a le consommateur entre les mains, c'est bien du CBD, donc sans THC et donc sans nocivité pour l'organisme» (direction des douanes de Lille).

► DES LIEUX DE TRAFIC «ATTRACTIFS»

Au-delà des lieux historiques de trafic à Lille qui attirent de nombreux clients (Boulevard de Metz, Porte des Postes, Porte de Douai, Porte de Valenciennes, Bois-Blancs, Lille-Sud, etc.), certains lieux de vente, comme le Fort de Mons, semblent offrir des modalités de vente plus «attractives».

Le secteur Caulier par exemple, au nord-est de Lille, apparaît comme un lieu connu et relativement classique dans son fonctionnement (situé dans des grands ensembles d'immeubles non loin du métro) mais se présentant comme plus «professionnel» et moins violent pour les usagers :

Un spot comme on pourrait voir à Moulins ou Lille-Sud. C'est un quartier où tout le monde se connaît, des choufs à droite

à gauche, un charbonneur, tu es orienté, tu vas là-bas. Après, la différence de Caulier, selon les retours qu'on a, c'est que c'est sérieux. Les autres retours de plans historiques à Lille, Porte de Valenciennes ou autres, t'es pas très bien perçu, on te parle mal, t'as une chance sur deux de te prendre une baffe, on t'insulte. Tu fais la file indienne, tu ne dois pas parler, ne pas sortir ton téléphone, sinon, tu te prends une baffe... Y'a plein de raisons de prendre une tarte et de se faire traiter de tous les noms (intervenants en CAARUD, Lille).

En effet, le lieu semble, à l'instar du Fort de Mons considérer l'utilisateur comme un «client». Les prix de la cocaïne et de l'héroïne y sont parfois un peu plus bas pour attirer les usagers, les qualités perçues comme meilleures par rapport à certains spots historiques (comme l'atteste certains témoignages recueillis par les responsables d'observation de la CMAO) et les dealers décrits comme effectivement «plus professionnels» et surtout moins agressifs :

Les retours sur Caulier et Fort de Mons, c'est que les mecs, c'est du sérieux. Y'a pas d'insultes, c'est du business, c'est du taf. J'allais dire, ils prennent soin de toi. Je ne vais pas aller jusque-là mais ils ont capté qu'un client content, c'est un client qui revient. A la différence d'autres endroits ici à Lille où ils n'ont pas forcément besoin de ça. Sur ces nouveaux

lieux, tu as l'intérêt financier parce que c'est moins cher qu'ailleurs. Ils cassent un peu les prix (intervenante en CAARUD, Spiritek Lille).

De plus, il se présente comme une alternative (excentrée) à la présence policière très forte sur le secteur du Boulevard de Metz par exemple qui ne rassure pas les usagers²².

► LIVRAISONS : INFLUENCE DES RÉSEAUX SOCIAUX ET UTILISATION DES OUTILS NUMÉRIQUES

La tendance, déjà identifiée dans le rapport, des livraisons via les applications et autres réseaux sociaux se confirment en 2021. En effet, via des applications telles que Instagram et Snapchat il est tout à fait possible de passer commande pour se faire livrer de nombreuses substances psychoactives :

Moi j'ai un dealer par Snapchat, que j'ai vu quatre fois pour le moment donc c'est hyper récent, et c'est pour la kétamine (usager de 20 ans, note d'observation Spiritek Lille).

Pour l'ecstasy on a un plan qui fonctionne parfois via Snapchat (Usager de 24 ans, note d'observation Spiritek Lille).

Ce mode de communication (voir encadré) semble rassurer les acheteurs et permet aux vendeurs de faire fonctionner leur commerce de manière plus large. C'est le vendeur qui se déplace chez l'acheteur ce qui participe aussi à sécuriser le client par rapport aux forces de l'ordre. D'autre part, d'après les récits recensés par Spiritek, la commande numérique entraîne une perception de qualité ou en tout cas d'évitement des potentielles arnaques et des affres du trafic de rue.

La réputation de Snapchat sur ce plan, relayée par les médias, a aussi engendré une déportation des commandes vers des réseaux plus privés tels que Signal et Telegram. D'ailleurs, les sites de rencontres comme Tinder et Grindr ne sont pas non plus épargnés et constituent aussi un levier à la consommation et au trafic.

De plus, la période de pandémie a accéléré ce phénomène : «En l'espace de dix ans, on est passé d'un deal de rue à un modèle marketing et logistique adapté aux différentes populations avec offre promotionnelle, diversification des produits vendus, carte de fidélité» (note ethnographique, Spiritek Lille).

SNAPCHAT

Sur les applications de type Snapchat, les codes pour accéder aux pages des vendeurs circulent entre consommateurs et des recherches de type «neige» ou avec l'emoji flocon de neige par exemple permettent de trouver des plans cocaïne. Des tracts de vente de cannabis ont été diffusés dans des boîtes aux lettres de Lille en mars 2021 en indiquant une adresse ainsi que le code Snapchat pour avoir accès au menu des différentes sortes de cannabis (note d'observation, Spiritek Lille).

Certains témoignages informels font état de locations de sacs Deliveroo et Uber Eats pour livrer les commandes de produits notamment pendant les confinements (avec des prix de location relevés tournant autour des 300 euros parfois).

Flyers distribués dans les boîtes aux lettres (Lille)



Source : photo présente dans un article en ligne de la Voix du Nord²³

Ce mode de vente vise en particulier un public plus jeune et moins précarisé, qui participe à la diffusion des promotions et offres du moment. De plus, il vient faciliter la consommation de ce public voire la renforcer avec des annonces et des publicités très «invasives» au cœur des smartphones.

Enfin, les responsables d'observation de Spiritek ont retrouvé des publicités en ligne, à destination des dealers, permettant de se procurer des lots de sachets pour conditionner les produits, des balances pour des petits grammages, des presses pour apposer les logos sur les comprimés d'ecstasy, etc.

²² Secteur où une salle de consommations à moindres risques devait d'ailleurs voir le jour en 2021-2022.

²³ La Voix du Nord, A Lille, les dealers font leur pub dans les boîtes aux lettres, 27 mars 2021. <https://www.lavoixdunord.fr/969528/article/2021-03-27/lille-les-dealers-font-leur-pub-dans-les-boites-aux-lettres>

► UNE TENDANCE À CONFIRMER : LE DÉVELOPPEMENT DES LIVRAISONS «SANS DOMICILE»

En 2021, la CMAO constate un phénomène de livraison concernant les usagers en grande précarité. Un phénomène en apparence standard mais finalement potentiellement atypique. Ils ont observé à la marge des cas de livraison de substances auprès de personnes sans domicile ; comme l'atteste ce témoignage à l'occasion d'une maraude dans un bâtiment du secteur Port Fluvial :

Je comprends rapidement qu'il attend une transaction mais je suis surprise de la modalité. Il attend une livraison d'héroïne à la rue. Il est souriant, un peu excité car le gars va bientôt arriver. [L'usager] m'explique que sur RDV en appelant un gars, il se fait livrer le produit, qui de surcroît a un rapport qualité/prix intéressant (note ethnographique CMAO, Lille).

Le contact se fait par téléphone via un particulier et la manœuvre semble plus sécurisante pour l'utilisateur qui est éloigné des points de trafic. Les tarifs sont relativement intéressants car il fait des achats en grandes quantités (avec une commande de 50 euros, l'héroïne revient à 8 euros le gramme).

Certains usagers précaires semblent même se cotiser à la rue pour pouvoir acheter en plus grandes quantités et ainsi pouvoir solliciter une livraison à la rue et donc «à/sans domicile». Les livraisons à la rue ne sont certes pas nouvelles, que ce soit pour les précaires ou les moins précaires. Toutefois, le fait de se faire livrer dans son lieu de vie/squat pourtant très précaire en essayant de se cotiser est peut-être plus nouveau et donc à suivre.

► MIGRATIONS DES USAGERS ET MIGRATIONS DES VENDEURS INTRA-RÉGION

En 2021, les observateurs de la CMAO mettent en lumière une migration des usagers de drogues intra-région ainsi que transfrontalière.

En effet, les prix très actifs de la MEL, les doses adaptables aux budgets, la qualité des produits (comme l'héroïne par exemple en comparaison d'autres secteurs) et l'accès aux soins et aux diverses structures d'accompagnement social et médico-social favorisent semble-t-il la concentration de nombreux usagers de la région au sein MEL. Tous ne se déplacent pas mais nombreux sont ceux témoignant d'un déplacement d'une ville de la région et souvent d'une campagne vers la MEL. La CMAO précise :

Il s'agit d'une migration liée aux produits. Des personnes françaises, plutôt jeunes (20/35 ans) vivant dans des milieux plu-

tôt ruraux qui s'installent en situation de rue sur Lille autour des lieux de deal. Ils se chronicisent à la rue au rythme de la manche, de l'achat du produit et de la consommation (note d'observation, CMAO Lille).

D'autre part, les observateurs font également état d'une migration belge. Nous retrouvons dans leur note des récits de consommateurs, et par exemple d'un couple venant de la Belgique et très au fait du fonctionnement lillois, de la qualité des produits, des spots intéressants, etc. Ils se sont installés dans un bâtiment abandonné proche des zones de deal et sollicitent peu les services médico-sociaux (peut-être aussi faute de droits). Ils vivent eux-aussi au rythme de la rue et de la consommation. Vivre à Lille semble faciliter leur mode de vie mais entraîne aussi une forme de chronicisation de la vie à la rue et de la précarité.

Par ailleurs, les usagers ne sont pas les seuls à se déplacer. En effet, les vendeurs de la MEL (Lille, Roubaix et Tourcoing) eux-aussi semblent très mobiles et essayent d'accéder à d'autres territoires de vente. Les données recueillies en 2021 (notamment via la presse : La Voix du Nord et Le Courrier Picard) permettent d'observer des mouvements vers la Côte d'Opale (Boulogne-sur-Mer, Etaples, etc.), vers la Belgique (Tournai, etc.) mais aussi vers toute l'ex-Picardie (avec même des ramifications potentielles en dehors de la région). C'est une tendance qu'il nous faudra regarder de plus près l'année prochaine.

AU SEIN DE L'EX-PICARDIE

► LA SOMME : ÉTAT DES LIEUX

Les forces de l'ordre du département de la Somme que nous avons interrogés (gendarmerie pour le département, hors métropole d'Amiens et Abbeville ; services de police spécialisés pour la métropole amiénoise et Abbeville) font état d'un fonctionnement de leurs services internes relativement stable pendant la pandémie.

D'après les forces de l'ordre, les trafics d'héroïne et de résine de cannabis apparaissent comme étant toujours très présents sur le département. De plus, comme nous avons déjà pu le noter plus haut, les intervenants en addictologie d'Amiens et du département notent également une hausse importante de la consommation de cocaïne basée sur le territoire avec donc une hausse de la délivrance de pipes. Les forces de l'ordre d'Amiens précisent, cependant, qu'ils ne retrouvent pas de pipes sur leurs lieux d'intervention.

Au niveau des réseaux, le quartier nord d'Amiens est toujours très actif et plus particulièrement au niveau du quartier du Colvert. De plus, Etouvie apparaît aussi comme un quartier historique de trafics en raison notamment de son positionnement géographique, un peu séparé de la ville, en vase clos. Il semble fonctionner en autonomie des autres secteurs d'Amiens. Sur ces points de deal bien implantés dans la ville (au cœur de l'axe Paris-Hollande) sont proposés héroïne, cocaïne et cannabis.

D'autre part, la vente semble régulièrement impliquer des mineurs et parfois même des mineurs non accompagnés (MNA). Les forces de l'ordre de la Somme notent également des cas de cambriolages de commerces et de pharmacies par ce public MNA pour voler des médicaments (pour de la revente mais surtout pour de la consommation semble-t-il). Ces derniers arrivent de la région parisienne, déjà sous l'effet de produits, et repartent rapidement. C'est un phénomène qui semble aussi toucher l'Oise mais également d'autres régions de France. Quand ils se font arrêter ils donnent des adresses de foyers dans Paris et donnent souvent des faux noms. Il semble très difficile de pouvoir coordonner une action plus poussée sur ce sujet étant donné le peu d'informations disponibles sur les mineurs et la mobilité de ces derniers.

Du côté de la campagne de Péronne, à l'Est du département, qui est une zone relativement pauvre, avec une industrie moins florissante mais proche de l'autoroute A1 et de la Belgique, la gendarmerie observe des flux de personnes qui ramènent des petites quantités de produits (trio classique et parfois de l'ecstasy) pour de l'usage-revente.

Enfin, comme précisé par Spiritek, les forces de l'ordre du département de la Somme interrogées évoquent également le phénomène de livraison via les réseaux sociaux, et notamment via Snapchat. Ils s'intéressent de très près à ces nouveaux réseaux de trafics. A ce propos, des cas de violences urbaines sont à recenser en septembre 2021 dans différents quartiers d'Amiens avec des tirs de mortiers (mais aussi dans d'autres régions de France dans l'année). Mortiers obtenus via les réseaux sociaux. L'affaire, d'une grande importance, a donné lieu à l'interpellation de deux personnes qui organisaient ces ventes. Des mortiers, des substances psychoactives, des armes et de l'argent ont été retrouvés avec eux (groupe focal application de loi, Somme).

COCAÏNE

Comme évoqué tout au long du rapport, la cocaïne et la cocaïne basée semblent prendre une place centrale sur le territoire avec des pratiques qui s'organisent de plus en plus autour de l'inhalation. Nous constatons une hausse progressive de cette pratique, après son arrivée relativement soudaine il y a cinq ans environ, avec un effet plateau dans certains endroits comme l'Oise.

Les consommateurs de cocaïne basée, souvent en situation de grande précarité apparaissent comme étant très impactés par ces pratiques qui requièrent une recherche d'argent perpétuelle (manche, prostitution, vols) et entraînent des «descentes» très rudes et anxiogènes. Elles provoquent, par ailleurs, des cravings importants et donc une centration sur le produit entraînant : privation de sommeil, dénutrition, troubles psychiques, altération de l'état général, etc.

La vente de la cocaïne déjà basée (crack) se retrouve sur le département de l'Oise avec des réseaux de trafics installés et de la fabrication locale. Néanmoins, sur le reste de la région elle est peu ou pas observée. Quelques cas ont été recensés en dehors de l'Oise mais plus rarement : dans la Somme, dans le Nord ou le Pas-de-Calais. Ce sont a priori des épiphénomènes.

Les CAARUD et certains CSAPA réfléchissent de plus en plus leur action de réductions des risques autour de cette consommation et proposent des ateliers permettant d'apprendre à baser sa cocaïne au bicarbonate plutôt qu'à l'ammoniaque. Pour certains usagers, cela semble être un apprentissage délicat. Les rituels sont souvent bien ancrés ainsi que les croyances. Certains vont penser que le produit est moins bon ou moins fort avec le bicarbonate alors qu'il est simplement moins impacté par la toxicité de l'ammoniaque. Le passage en gorge est donc plus doux ce qui déstabilise certains usagers. D'autre part, le «basage» à l'ammoniaque requiert un peu moins de technicité et évite donc les pertes de produit. Cet axe de travail reste donc central. De plus, la délivrance de pipes, qui constitue un coût financier important pour les associations, devient un élément central des délivrances de matériel en CAARUD et en CSAPA. Les structures et les maraudes doivent donc régulièrement s'adapter à la forte demande.

D'autre part, les analyses SINTES de cocaïne, qui ne sont pas représentatives des teneurs des produits circulant sur le marché, montrent tout de même sur toute la France une qualité de plus en plus élevée.

LA COCAÏNE est un alcaloïde extrait de la feuille du cocaïer, un arbuste cultivé en Amérique du Sud (Colombie, Pérou, Bolivie principalement). Son extraction s'effectue en plusieurs étapes pour obtenir un sel, le chlorhydrate de cocaïne. C'est sous cette forme chlorhydrate (poudre blanche), mélangée à des résidus de synthèse et des produits de coupe (principalement le lévamisole et la phénacétine) que circule la cocaïne – souvent appelée «coke», «CC», «C», ainsi que des prénoms commençant par C (principalement Caroline), «frappe» (qui signifie qu'elle est de bonne qualité selon les usagers et les revendeurs qui s'en servent comme argument commercial) ou encore «neige» ou «blanche» – que la cocaïne est sniffée ou injectée. Le sniff s'effectue avec des pailles à usages uniques (distribuées par les intervenants en RdR ou fabriquées par les usagers) ou en utilisant la main ou le coin d'une carte de crédit lorsque l'utilisation d'une paille est impossible. Le recours à l'injection suscite un craving plus important que l'usage en sniff et conduit souvent les usagers à multiplier les prises. Lorsqu'elle est injectée, la cocaïne peut être associée à l'héroïne, ce mélange est nommé «speedball» et est utilisé afin de ressentir les effets de l'héroïne tout en diminuant la somnolence du fait de la stimulation de la cocaïne. Le mélange a aussi vocation à adoucir les effets de la descente de cocaïne.

La cocaïne se présente également sous une forme base, obtenue après adjonction de bicarbonate de soude ou d'ammoniaque (produisant ainsi une forme solide, appelée «caillou» ou «galette»), destinée à être fumée¹. Cette opération nécessite un peu d'eau, la base choisie (ammoniaque ou bicarbonate), un récipient, un ustensile pour mélanger, et une source de chaleur. Des gouttes visqueuses apparaissent alors à la surface de la solution. En séchant, celles-ci se solidifient pour donner un produit qui a l'aspect d'un caillou blanchâtre. Cette forme basée est appelée crack («kecra») ou free-base (ou «cocaïne basée» ou juste «base»), selon qu'elle est vendue directement sous cette forme ou que l'utilisateur réalise lui-même la transformation, mais aussi en fonction des représentations des usagers en question (le free-base jouissant généralement d'une meilleure réputation que le crack).

Puissant stimulant du système nerveux central, la cocaïne agit sur les systèmes dopaminergiques, sérotoninergiques et adrénnergiques. C'est aussi un vasoconstricteur périphérique. Lorsque le produit est fumé, il gagne très rapidement le cerveau, induisant des effets puissants et courts. A ce «flash» décrit comme euphorique et stimulant succède après quelques minutes une «descente», un état très désagréable et violent mêlant sentiment d'angoisse, d'irritabilité ou d'anxiété. Ces effets entraînent chez le sujet une envie irrésistible de renouveler la prise (craving). La cocaïne, chlorhydrate ou basée, n'induisent pourtant pas de syndrome de sevrage physique à proprement parler comme c'est le cas avec les substances opioïdes ou l'alcool

¹ La température de vaporisation de la cocaïne sous forme chlorhydrate étant élevée et proche de son point de combustion, celle-ci sera totalement ou partiellement dégradée avant d'être vaporisée, d'où la nécessité d'une transformation préalable de la cocaïne destinée à être fumée

Il convient de préciser que les analyses SINTES, pour ce qui est de la cocaïne notamment, permettent parfois de faire une corrélation entre des effets ressentis graves et/ou indésirables et paradoxalement une meilleure qualité du produit. Ainsi, quand certains semblent trouver un produit meilleur ou moins bon, il est important de questionner leur tolérance au produit et leurs habitudes.

Enfin, la cocaïne se retrouve également beaucoup dans le milieu festif mais elle alors davantage sniffée et plus rarement inhalée. Elle est d'ailleurs vendue sur les réseaux sociaux et touche alors un public plus large et plus jeune.

HÉROÏNE

L'héroïne reste toujours très disponible sur la région et les trafics très actifs notamment sur la MEL et sur la Somme. Le prix moyen au détail semble stable depuis environ trois ans à environ 15 euros le gramme (10/15/20 euros selon la qualité supposée) avec la possibilité d'acheter aussi des toutes petites quantités.

L'héroïne est toujours principalement injectée et fumée à l'aide d'une feuille d'aluminium par la technique de la chasse au dragon (mais aussi de plus en plus à l'aide d'une pipe en verre, nous verrons d'ailleurs au fil du temps ce que donne l'expérimentation de la nouvelle pipe proposée par Safe censée faciliter l'inhalation de l'héroïne).

La ville de Beauvais semble particulièrement touchée par la consommation d'héroïne alors qu'elle prend peut-être moins de place ailleurs du fait de l'augmentation de la consommation de cocaïne (basée).

Nous notons aussi des représentations sur certaines héroïnes supposées plus forte ou moins fortes qui sont surtout dépendantes du niveau de tolérance des usagers et de leurs habitudes.

Enfin, les observateurs de la marginalité urbaine de Lille (CMAO) ont noté, par le biais de différentes situations, un accès parfois plus facile à l'héroïne qu'au cannabis (notamment pendant la pandémie) avec des prix parfois identiques. Cela invite donc effectivement à se questionner sur la qualité du produit mais aussi sur les situations de chronicisation (logique) de dépendance à l'héroïne, notamment sur la MEL.

L'HÉROÏNE (ou diacéylmorphine) est un opiacé semi-synthétique découvert en 1874 et commercialisé au début du 20ème siècle par la firme Bayer comme médicament pour différentes affections respiratoires dont la tuberculose. Elle circule en France associée à des produits de coupe (principalement du paracétamol et de la caféine) dont le mélange est lui aussi appelé héroïne (ou encore «héro», «dré», «dreu», «came», «bourrin», «cheval», «pedo», «dope», «poudre», «dreupou», «meumeu», «chnouff», «cheuha», «Hélène», etc.). On distingue deux formes d'héroïne : la variété appelée «blanche» (ou «cheblan», «thaï», ou encore «T4») est la forme chlorhydrate, soluble dans l'eau. La forme base, nécessitant l'adjonction d'un acide pour se solubiliser est appelé «brune» (ou «rabla», «brown», «marron», «neubru», «rheub'», «brown sugar», «moka» ou encore «paki»). Cela étant, des héroïnes chlorhydrates peuvent être de teinte brunâtre (voire rosées, grises¹).

L'héroïne se consomme en sniff, à l'aide d'une paille : les usagers utilisent alors des outils mis à disposition des structures de RdR («roule ta paille», carnet de feuilles à usage unique) ou se fabriquent des pailles eux-mêmes (billet de banque, feuille de papier, etc.).

Le produit peut également être injecté. Il est alors dissout dans de l'eau PPI (pour préparation injectable) et avec de l'acide citrique, ascorbique ou du jus de citron s'il s'agit d'héroïne brune. Ce mélange est ensuite chauffé puis filtré (à l'aide d'outils tels que le filtre mis à disposition avec le Stericup®, le Sterifilt® ou les filtres «toupies», mais certains usagers utilisent parfois des filtres de cigarettes) avant d'être injecté.

L'héroïne brune peut être fumée selon la méthode dite de la «chasse au dragon», consistant à utiliser une feuille d'aluminium sur laquelle est déposé le produit pour le chauffer afin qu'il se transforme en goutte. L'utilisateur utilise ensuite une paille afin de fumer les vapeurs émanant de la goutte.

L'effet de l'héroïne consiste en un état d'euphorie et de plaisir suivi d'un effet sédatif. L'héroïne est parfois mélangée avec un stimulant comme la cocaïne : on appelle alors ce mélange le «speedball». L'héroïne est aussi utilisée par certains usagers pour réguler des effets d'autres produits, notamment pour gérer les «descentes» des hallucinogènes et des stimulants.

¹ Certains usagers nomment ainsi «brune» ou «blanche» en fonction de la couleur, d'autres en fonction de leur solubilité dans l'eau, semant la confusion sur les variétés d'héroïne disponibles.

CANNABIS

La disponibilité du cannabis est toujours très importante sur la région avec les grands réseaux de trafics dans le sens Sud-Nord et/ou de la fabrication locale avec un maintien de petites cultures de cannabis (garage, grenier, cave, serre) faisant parfois l'objet de saisies. Toutefois, il n'y a pas eu de très grosses affaires de saisies de fabrication locale semble-t-il cette année.

Ensuite, les tarifs relevés sont très variables selon la qualité et le mode de production allant de quelques euros le gramme (pour des miettes) à 40 euros. Les bas prix sont peut-être prisés par les consommateurs très réguliers et ne cultivant pas.

Nous avons également rappelé que le secteur Lille-Sud est repéré comme étant un lieu très important de trafics de cannabis, presque assimilable à un coffee shop. A ce sujet la vente de cannabis augmente fortement via les réseaux sociaux. De la publicité pour du cannabis a même été distribué dans les boîtes aux lettres de la ville de Lille en 2021.

L'intérêt pour la vaporisation du cannabis semble peu observable. Cette pratique constitue pourtant un excellent outil de réduction des risques évitant la consommation de tabac et surtout la combustion nocive.

CANNABIDIOL (CBD)

La vente de CBD semble en effet se déployer de plus en plus à Lille et sur internet. Son caractère légal, nouveau et déclinable (modes de consommation, variétés et goûts) attire bon nombre de consommateurs. Il existe de plus en plus de boutiques surtout en ligne et les débits de tabac en proposent également.

Les boutiques, notamment celles en ligne, proposent des variétés sous la forme fleur diverses et variées reprenant certains codes et certains noms apparentés au cannabis. La vente de la forme fleur, qui se consomme principalement avec du tabac comme le cannabis, sera d'ailleurs interdite en fin d'année 2021 mais vite de nouveau autorisée au début de l'année 2022.

D'autre part : « les deux principales motivations quant à la consommation de CBD sont l'aide au sevrage (de cannabis avec THC) ou son utilisation comme stratégie d'adaptation » (note ethnographique, Spiritek Lille). En effet, certains consommateurs de cannabis préfèrent prioriser la consommation de CBD dans des situations où l'envie se fait sentir mais où la situation ne le permet pas (travail, conduite, etc.).

LE CANNABIS (ou chanvre) est une plante, aux usages divers (textile, isolation, etc.) mais dont les variétés destinées à la consommation sont principalement choisies pour leur taux plus élevé en THC (tétrahydrocannabinol, Δ^9 -THC), le principal composant psychoactif du cannabis, et en CBD (cannabidiol, voir plus bas).

Le cannabis est nommé herbe ou haschisch selon qu'il s'agisse des sommités fleuries ou de la résine issue de la plante. L'huile (extrait de la plante très concentré en THC) ainsi que d'autres produits d'extraction (wax, etc.) sont beaucoup moins fréquemment observés. La résine peut être nommée «shit», «teushi», «teush» «boulette», «bédo», «chocolat», «marron», «zetla», «haschish», «hasch» ou encore «teuteu» ; l'herbe peut être nommée «weed», «beuh», «beuher», «ganja», «marie-jeanne». L'herbe peut également être nommée par un nom de variété («bubble gum», «AK47», «Haze» ou «White Widow», etc.).

Le cannabis est principalement fumé sous forme de cigarette confectionnée et contenant du cannabis additionné à du tabac (la cigarette sera nommée «joint», «ouinj», «pétard», «pèt», «tarpé», «spliff», «beuz», «cône» ou «pilon»). D'autres modes de consommation sont observés plus à la marge. Le cannabis peut être fumé, dans une chicha et autres pipes à eau plus ou moins artisanales (appelés «bangs» ou «bonghs») ou vaporisé à très haute température (à l'aide d'un vaporisateur, portable ou fixe) pour éviter les effets nocifs de la combustion. Le cannabis peut également être cuisiné et mangé («space cake»).

Le cannabis (résine ou herbe) est très souvent consommé pour ses effets de détente, bien être et euphorie, parfois en automédication pour la gestion des douleurs, de l'appétit, etc. Il peut aussi être consommé en parallèle d'autres produits pour en moduler les effets

LE CBD (CANNABIDIOL) est l'un des 85 cannabinoïdes actifs présents dans la plante de cannabis mais n'entraînant pas les mêmes effets que le tétrahydrocannabinol (THC). Il a des propriétés anxiolytiques, relaxantes, voire sédatives, qui ont une action sur le traitement des inflammations, de la dépression, de l'insomnie et de l'anxiété. Certains usagers déclarent en consommer afin d'arrêter ou de réduire leur consommation de cannabis, d'herbe ou de résine. La motivation à l'usage est «thérapeutique» lorsqu'elle vise à préserver sa santé ou à limiter l'impact de la consommation sur l'activité professionnelle.

Le CBD peut être consommé comme le THC sous la forme de sommités fleuries, de résine, de poudre, d'huile ou encore d'e-liquide à vapoter.

Comme en témoigne un usager :

« Il m'arrive aussi de fumer un pétard le matin avant d'aller au taf, je le faisais beaucoup avec le CBD, ça me détendait vraiment et ça me permettait d'aligner ce que j'avais à faire, et en avant Guingamp ! » (note d'observation, Spiritek Lille).

CANNABINOÏDES DE SYNTHÈSE

Comme nous avons pu le voir dans les précédents rapports, le département de l'Aisne semble particulièrement touché par la présence des cannabinoïdes de synthèse (CS)²⁴ dans certains e-liquides :

Ici, l'évènement marquant autour de SINTES, il y a toujours l'explosion du «pseudo CBD» dans les vapoteuses. On a assisté à un cas de malaise dans notre local, un usager qui a fumé sur la e-cigarette d'un autre, sans avoir été prévenu. Il a été évacué par les pompiers. Il a été pris d'un état presque épileptique, de la tétanie, il ne parlait plus. Donc on ne sait pas s'il était complètement inconscient ou incapable de parler, tellement la mâchoire était tétanisée.

La médecin addicto de Soissons est même venue au local avec une fiole, que tu as dû recevoir récemment pour SINTES²⁵, parce que le service de pédiatrie explose de cas d'adolescents victimes de malaises (éducatrice en CAARUD, Aisne).

Dans la région, le CEIP-A du CHR de Lille est tout à fait attentif à ce phénomène qui s'étend et qui touche particulièrement des jeunes majeurs et des mineurs par le biais d'achats de e-liquides auprès de revendeurs sur le marché de rue, le plus souvent aux abords des lycées voire même des collèges. Dans ce cas précis, les cannabinoïdes de synthèse sont rarement vendus sous leur appellation réelle. Ils peuvent être vendus sous l'appellation CBD, Buddha Blue ou encore PTC («Pète Ton Crâne»). La coordination TREND note qu'il y a parfois une confusion entre CBD et cannabinoïdes de synthèse. Le cannabidiol (CBD) n'est ni un produit stupéfiant, ni un cannabinoïde de synthèse. C'est un cannabinoïde naturellement présent dans le cannabis

Apparus au début des années 2000, les **CANNABINOÏDES DE SYNTHÈSE (CS)** sont des composés artificiels agissant sur les récepteurs endocannabinoïdes. Leurs effets et leurs puissances diffèrent largement de ceux du cannabis. Ils peuvent être consommés sous la forme de poudre pulvérisée sur des morceaux de plantes faiblement psychoactives («spice»), de résine, du tabac (produit appelé «chimique» à Mayotte et à La Réunion), ou sous la forme e-liquide (certains usagers expérimentés confectionnent eux-mêmes leur propre e-liquide à partir de CS achetés sous la forme poudre sur Internet). À l'inverse, d'autres consommateurs se procurent ces produits déjà conditionnés, vendus sous des appellations commerciales (Mad Hatter, Buddha Blue, etc.), parfois sans mention des molécules contenues. Si les CS sont presque exclusivement achetés sur Internet, des reventes sur le marché physique sont sporadiquement observées (sous forme de fioles commerciales ou de e-liquides fabriqués artisanalement à partir de poudres pures achetées par le revendeur), le produit étant alors rarement présenté sous son appellation réelle. La durée et la puissance des effets est très variable d'un cannabinoïde à l'autre ; un dosage très minutieux, au milligramme près, est nécessaire.

qui a des propriétés anxiolytiques, relaxantes voire sédatives mais différentes du THC. Le CBD est légal mais reste cependant interdit aux mineurs, à l'achat et à la consommation²⁶.

En 2021, sur toute la région, différents professionnels de CSAPA, de CAARUD ou d'établissements scolaires ont en effet constaté la présence de cannabinoïdes de synthèse. Un phénomène qui touche par ailleurs d'autres régions du territoire français depuis quelques années²⁷.

Sur le département de l'Aisne, une professionnelle d'un CSAPA rapporte par exemple un cas de suspicion de cannabinoïdes de synthèse dans du prétendu CBD venant de Reims et de Laon et vendu aux abords d'un lycée de Saint-Quentin. Ce e-liquide bleu clair a été vendu dans un contenant de 10 millilitres pour 10 euros. Les effets ressentis pour la majorité ont été de la chaleur, de la relaxation, la sensation de «planer», de la facilité à l'endormissement, un appétit augmenté de manière importante mais aussi des diarrhées aiguës dans les jours qui ont suivis.

24 Ou plus précisément des agonistes synthétiques aux récepteurs cannabinoïdes (ASRC).

25 La coordination a bien reçu cette collecte mais en début d'année 2022. Elle sera donc comptabilisée pour 2022. Toutefois, elle contenait bien un agoniste synthétique aux récepteurs cannabinoïdes (5F-Cumyl-PeGaClone ou 5F-SGT-151, retrouvé également en 2021). Cet e-liquide est un achat de rue vendu sur la commune de Villeneuve-Saint-Germain (Soissons) mais ne contenant pas de CBD et ayant provoqué un malaise important chez un jeune de 14 ans

26 GEROME Clément, CADET-TAIROU Agnès, GANDILHON Michel, MILHET Maitena, DETREZ Victor & MARTINEZ Magali, Usagers, marchés et substances : évolutions récentes (2018-2019). Tendances n° 136, Paris, OFDT, 2019, p. 7.

27 Ibid, p. 7.

Le produit n'a finalement jamais pu être analysé par SINTES mais sur un groupe d'amis de dix jeunes du lycée, deux se sont retrouvés aux urgences pour des malaises.

Un autre cas, dans le même secteur, a été rapporté par le CAARUD. Il s'agit cette fois d'une soirée festive entre amis (jeunes majeurs). Le produit vapoté a été acheté facilement aux alentours de Saint-Quentin sous le nom PTC (autrement dit, «Pète Ton Crâne»). Associé à du cannabis, de l'ecstasy et de la cocaïne, les effets ressentis et décrits par un des jeunes hommes ont été :

- Pendant la consommation : bouffées de chaleur, céphalées, déformations visuelles et auditives, paranoïa, crampes d'estomac, vomissements, renfermement, sensation de palpitation, énurésie temporaire.
- Après la consommation (dans les 48 heures qui ont suivi) : cravings importants, black-out, vomissements, troubles cardiaques, sueurs froides, agressivité, perte de poids, teint cadavérique.

L'usager était accompagné de deux amis pendant cette soirée qui ont ressenti moins fortement les effets décrits mais qui auraient aussi moins consommé de PTC. L'analyse SINTES a révélé la présence de cinq cannabinoïdes de synthèse différents et non quantifiés. Un était déjà connu du laboratoire en question et quatre n'étaient pas répertoriés dans la base de données.

Enfin, il est important de préciser qu'en 2021 le phénomène touche donc aussi la Somme, nous l'avons observé par le biais de SINTES, mais également la métropole lilloise. Une éducatrice de Tourcoing explique :

Ça se présente sous forme d'e-liquides, les jeunes ne savent pas me dire ce que c'est exactement, on leur vend ça un peu comme du cannabis pour la vapote, en fait.

Et avec le jeune vu ce matin il y a eu un bad trip, des vomissements et un état de mal-être. Et le premier élève me disait juste que ça défonçait énormément comparé à du cannabis (éducatrice en CSAPA, Tourcoing).

Parmi les deux personnes concernées, l'un (celui qui a fait le malaise) est au collège, l'autre est majeur et est au lycée. Les deux se sont achetés le produit via Snapchat qui est vendu sous le nom «Buddha Blue» ou «PTC».

Un responsable de CAARUD du secteur lillois et sa périphérie, à l'occasion d'un entretien, précisera que le phénomène semble s'observer aussi dans

certaines lycées de Lille avec ce fameux e-liquide PTC. Les vendeurs des alentours, notamment de cannabis, semblent s'être saisis de cette «opportunité». Par contre, ils ne précisent pas exactement ce qu'ils vendent aux lycéens. Des cas de malaises auraient été recensés et certains lycées cherchent à agir de manière plus ou moins préventive sur ce sujet.

Enfin, certains usagers fumeurs de cannabis commencent aussi se méfier de la présence des cannabinoïdes de synthèse. Le dispositif national SINTES a d'ailleurs permis d'identifier via des collectes de cannabis des cas de suspicion mais aussi des cas avérés d'adultération.

KÉTAMINE

Nous constatons globalement une poursuite des tendances depuis trois ou quatre ans. L'usage de la kétamine se retrouve sur toute la région et essentiellement dans le milieu festif, en particulier alternatif.

A ce sujet, le coordinateur du CAARUD Aides, qui accueille un public plus inséré issu du milieu festif avec par exemple un public gay chemsexuels, précise : « Au CAARUD, 20% des personnes ont déjà consommé de la kétamine dans l'année, soit une soixantaine de personnes. En 2017, c'était 5,7% » (Aides, Lille/Amiens).

En 2021, l'enquête nationale OPPIDUM²⁸ réalisée auprès de structures de soins spécialisées révèle que parmi les 5136 sujets inclus, 89 déclarent avoir consommé de la kétamine dans l'année, contre 59 en 2020, 44 en 2018 et seulement 23 en 2015. Il est à noter, cependant, que le nombre de patients inclus varie selon les années. Toutefois, ces chiffres marquent une nette augmentation.

De plus, la kétamine apparaît comme étant très disponible mais avec des écarts de prix parfois importants (de 20 à 60 euros le gramme). Cela renvoie à l'idée d'un marché très dynamique avec une diversité de vendeurs. Néanmoins, au détail le gramme semble se stabiliser autour des 30 euros.

La kétamine semble régulièrement associée à d'autres substances et notamment à la cocaïne (Calvin Klein, CK) pour les effets de synergie (se renforçant l'un et l'autre).

Enfin, l'usage semble provoquer un phénomène de tolérance important et donc une dépendance chez certains.

28 Source : <https://addictovigilance.fr/wp-content/uploads/2022/09/Plaquelette-oppidum-2021.pdf>

Il peut également provoquer des troubles somatiques importants (infections urinaires, problèmes rénaux, détérioration du foie, des voies biliaires, et autres « K-cramps » (douleurs abdominales importantes) :

J'ai une jeune de 26 ans, qui avait déjà un passé de polyconsommation [...] elle disait être arrivée à la kétamine avec une augmentation extrêmement rapide des doses, jusqu'à deux grammes par jour en sniff. [...] Elle s'est fait carrément une perforation nasale et un truc rare, au niveau du foie, une dilatation des voies biliaires, et une hépatite, là-dessus. Suite à une consommation chronique pendant plusieurs mois (intervenant en CSAPA, Lille).

PROTOXYDE D'AZOTE

Dans la majorité des cas le protoxyde d'azote est consommé dans un cadre festif, associé par exemple à l'alcool, par une catégorie jeune de la population et n'entraîne pas de problèmes spécifiques.

Néanmoins, en 2021, 45 signalements pour des cas de conséquences sanitaires graves ont été recensés via le CHU de Lille (essentiellement issus de la MEL) contre 25 signalements en 2020 et 17 en 2019 (CEIP-A de Lille). Ces usages problématiques concernent des jeunes adultes (en moyenne 22 ans pour la tendance nationale d'addictovigilance) mais parfois aussi des mineurs (environ 1/10 au niveau national) qui développent notamment des troubles neurologiques graves²⁹ :

On a participé, avec l'ANSM (Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé), à la réduction des risques. Il y a la loi qui a été votée au mois de juin à laquelle on a participé. On est chargé de recueillir les cas graves, essentiellement neurologiques, donc les personnes souffrant d'une atteinte à la moelle épinière ou au niveau périphérique : fourmillements doigts et pieds, difficultés à marcher voire des scléroses médullaires. Les personnes ne peuvent plus marcher et ça peut être irréversible. [...] Une de ces personnes a fait une phlébite/thrombose. C'est à cause de l'action du protoxyde d'azote sur la vitamine B12 (pharmacienne CEIP de Lille).

²⁹ Communiqué de l'Association Française des Centres d'Addictovigilance. Augmentations des complications sanitaires graves associées à l'usage non médical du protoxyde d'azote en France. 23 juin 2022. <https://addictovigilance.fr/wp-content/uploads/2022/06/Communique%CC%81-protoxyde-dazote-23-juin-2022.pdf>

LE CHLORHYDRATE DE KÉTAMINE, synthétisé pour la première fois en 1962, est un médicament utilisé en médecine humaine et vétérinaire depuis les années 1960 comme anesthésique. En France, elle est aussi utilisée pour le traitement de la dépression résistante depuis 2021 (Spravato®). Dénommée «kéta», «ké», «K», «spécial K», «poney», «kate», la kétamine se présente sous forme liquide incolore et inodore qui une fois «cuisinée» (évaporation du liquide) pourra prendre la forme de très fins cristaux ou de poudre de couleur blanche. La forme galénique ou en gélule est beaucoup plus rare. L'usage hors cadre médical de kétamine a conduit à son inscription sur la liste des stupéfiants en 1997. Les préparations injectables de kétamine sont inscrites sur la liste des substances classées comme stupéfiants en 2017.

La kétamine est très majoritairement sniffée, mais peut également être injectée par voie intraveineuse ou intramusculaire. Elle est consommée seule ou associée à d'autres substances, le plus souvent stimulantes (l'appellation «Calvin Klein» désignant le mélange avec la cocaïne, mais des associations avec de la MDMA et des amphétamines sont également observées). A forte dose, le produit possède des propriétés anesthésiques et analgésiques. A dose plus faible, son usage est susceptible d'entraîner des effets hallucinogènes (et notamment de distorsion de la perception visuelle et corporelle), dits «dissociatifs» et, à très forte dose, des effets de décorporation (sentiment de quitter son corps et de l'observer de l'extérieur), voir des pertes de conscience (appelées K-hole).

LE PROTOXYDE D'AZOTE, plus communément appelé «gaz hilarant» ou «proto», est un gaz utilisé dans le milieu médical en association avec de l'oxygène pour ses propriétés anesthésiques (MEOPA) ou comme analgésique de courte durée (Kalinox®). Il est également employé comme gaz de pressurisation d'aérosol alimentaire, comme dans les cartouches pour siphon à chantilly ou les aérosols d'air sec. Du fait de son usage industriel, le protoxyde d'azote n'est pas classé sur la liste des produits stupéfiants, d'où la facilité avec laquelle ses consommateurs peuvent se le procurer pour des usages récréatifs en raison de son effet euphorisant de courte durée (quelques minutes). Le plus souvent les usagers utilisent une cartouche de siphon à chantilly dont ils transfèrent le protoxyde d'azote dans un ballon de baudruche pour l'inhaler (d'où l'utilisation de l'expression «faire/prendre un ballon»). Des bonbonnes contenant des quantités plus importantes de protoxyde d'azote vendues sur internet sont également utilisées par certains usagers.

L'inactivation de la vitamine B12 provoqué par le protoxyde d'azote détériore le bon fonctionnement neuronal. D'autre part, cette consommation entraîne des effets d'anoxie (déficit d'oxygène) partiellement invisibilisés par les effets euphorisants du produit. Certains usagers, au fait de cette action sur la vitamine B12 tente d'ailleurs d'y pallier : « L'un d'eux était un warrior et s'injectait de la vitamine B12 en intramusculaire, pour pallier » (médecin en service hospitalier d'addictologie, Lille). Des essais cliniques sont d'ailleurs menés pour évaluer la pertinence d'un traitement orienté notamment sur la vitamine B12.

D'autre part, le jeune âge de ces usagers additionné à la peur du jugement semblent, en partie, retarder l'accès aux soins :

On va les retrouver plutôt sur les urgences ou en neurologie, quand ils sont hospitalisés. Mais ils ne vont pas venir avant. Quand ils commencent à avoir, c'est même pas les fourmillements, c'est pas les troubles sensitifs, c'est vraiment les troubles moteurs qui arrivent et que les mecs sont en fauteuil roulant et en béquilles. C'est déjà trop tard (médecin en service hospitalier d'addictologie, Lille).

Ce même médecin précisera d'ailleurs qu'il observe des cas de dépendance avec des signes de craving.

Par ailleurs, le matériel est toujours visible dans les rues et recoins de la MEL. Toutefois, les petites cartouches grises ont disparu pour laisser la place aux grandes bombonnes vendues entre 25 et 30 euros pour 580 à 640 grammes, selon le modèle (avec une diversité très grande de marques). Il n'est d'ailleurs pas rare d'entendre le bruit caractéristique de libération du gaz des bombonnes dans la ville de Lille sur les secteurs festifs (rue Solférino, Masséna et rue des Postes par exemple).

D'autre part, nous constatons que les consommations de protoxyde d'azote interviennent souvent dans un cadre festif plus général mais aussi parfois, de manière plus risquée, en voiture. En effet, des cas ont été recensés de jeunes majeurs expérimentant la conduite, souvent à grande vitesse, sous l'effet du protoxyde d'azote :

Ils peuvent même aller jusqu'à louer des voitures puissantes en Pologne et ils font des runs rue Solférino avec des ballons au volant. Il y a des scènes vraiment surréalistes. Faut s'y balader les weekends. Il y a eu un accident il y a 15 jours, une nana s'est faite percuter en face du [nom du bar] (pharmacien en officine, Lille).

Les représentants des forces de l'ordre du département de la Somme précisent également avoir consta-

té ce genre d'accidents en ajoutant que ce n'est pas répréhensible de prendre le volant en ayant consommé du protoxyde d'azote. Ce cadre légal (délicat à adapter) explique certainement, au-delà des effets, l'engouement des jeunes pour ce type d'expériences à risques que la presse relaye bien souvent.

Plus globalement, la vente de protoxyde d'azote est de plus en plus encadrée. Néanmoins, l'accès facilité via les grandes plateformes de vente et autres sites ainsi que certains enjeux industriels et commerciaux rendent la légifération et son application particulièrement complexes.

Bombonnes de protoxyde d'azote



Source Cèdragir - périphérie de Lille

Tract publicitaire diffusé à Roubaix

Brand	Price
- Poliakov	5€
- Eristoff (White/red)	6€
- Absolut	7.50€
- Ciroc	15€
- William Peel	5.50€
- Label 5	5.50€
- Clan Campbell	0€
- J&B	6.50€
- Ballantines	7.50€
- Jack Daniel's	9.50€
- Ricard	8€
- Rhum (Blanc, amarré)	5.50€

Flash 20CL

Ballons

- Boite de 10 capsules 5€
- Boite de 50 capsules 20€
- Boutelle de gaz 580G 25€ (5 ballons offerts, suppléments 2 ballons 0.50€)

Source : Article Voix du Nord³⁰

³⁰ La Voix du Nord, Une supérette de Roubaix promouvant le gaz hilarant suscite la colère de deux députées, 2 février 2021. <https://www.lavoixdunord.fr/929349/article/2021-02-02/une-superette-de-roubaix-promouvant-le-gaz-hilarant-sus>

CATHINONES 3-MMC

► LA 3-MMC PRINCIPALEMENT OBSERVÉE EN CONTEXTE CHEMSEX

Nous souhaitons terminer ce rapport avec un produit très présent dans les pratiques de chemsex, lui-même au cœur de nombreuses questions de santé et de réduction des risques. En effet, la 3-MMC s'est immiscée dans les soirées des chemsexeurs depuis quelques années : «Le public chemsexeur, de plus en plus, avant c'était sniffer et fumer de la Tina, maintenant en fait c'est se slammer de la 3-MMC» (intervenant, Aides Lille/Amiens).

Le confinement semble avoir eu un effet facilitateur en matière d'organisation de soirées chemsex. Ces dernières se déroulent régulièrement dans des lieux privés (appartement ou maison par exemple) et regroupe un public HSH (hommes ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes) dans l'objectif de vivre à plusieurs une expérience sexuelle intense et alternative sous l'effets de substances (en particulier les Nouveaux Produits de Synthèse), mais aussi dans un objectif de performance³¹. Un intervenant de chez Aides en propose une définition que nous souhaitons relever :

Le chemsex on est vraiment sur des spécificités où les personnes vont consommer des produits dans un but sexuel : enchâter l'acte, le faire tenir longtemps, avoir plus de sensations, plus de plaisir. C'est pas juste : je prends des produits et je baise, on est vraiment dans une démarche volontaire (intervenant, Aides Lille/Amiens).

Ces soirées peuvent durer plusieurs heures et souvent plusieurs jours. Pendant le confinement, du fait des restrictions de déplacement, du chômage partiel ou encore du télétravail, certaines fêtes se sont parfois étalées sur plusieurs semaines. Certains s'en vont, d'autres restent pendant que des nouvelles personnes arrivent entre-temps. Un intervenant de chez Aides évoquera à ce sujet le cas des : «oubliés de la partouze» qui ne «décollaient» plus des soirées pendant le confinement et qui se dégradent.

Les réseaux sociaux, comme par exemple Grindr ou Growlr, jouent un rôle central. Ils sont utilisés pour organiser des événements mais aussi pour inviter de nouvelles personnes au cours des soirées. D'après certains intervenant de l'association Aides, ces réseaux sociaux et applications sont parfois même uti-

LA 3-METHYLMETHCATHINONE (3-MMC) est une substance de synthèse de la famille des cathinones. Le chef de file de cette famille est la molécule de cathinone (β -kétamphétamine) alcaloïde sympathicomimétique¹ provenant des feuilles du khat (*Catha edulis*), un arbuste africain. Cette dernière possède des caractéristiques proches de celles des amphétamines. Les cathinones, molécules synthétiques aux effets stimulants et empathogènes, constituent une des familles de molécules intégrées à l'ensemble des nouveaux produits de synthèse (NPS).

Parmi les cathinones, la 3-MMC – drogue emblématique des milieux chemsex – est la substance la plus fréquemment observée, suivi par la 4-MEC. Ces cathinones sont vendues sous forme de cristaux ou de poudre, de couleur variable (blanc, translucide, jaunâtre). La 3-MMC peut être consommée sous forme de «parachute» (ingérée) ou en injection (le sniff est rarement pratiqué car très agressif pour les muqueuses nasales). Les usagers emploient les diminutifs de «3» ou de «3M» ; la 4-MEC peut être nommée «la 4». Lorsque la 3-MMC ou la 4-MEC sont injectées on parlera de «slam».

¹ Les sympathicomimétiques (ou sympathomimétiques) sont une classe de médicaments dont les propriétés imitent la stimulation du système nerveux sympathique. Dès lors, ils accélèrent la fréquence cardiaque, dilatent les bronchioles, et provoquent en général une contraction des vaisseaux sanguins (vasoconstriction).

lisés ou plutôt détournés par des vendeurs pour du deal de substances auprès de ce public spécifique.

Cet univers concerne plutôt des personnes insérées socialement et citadines³² ayant la possibilité matérielle d'organiser ce type de soirées et de se fournir certaines drogues. Nous observons dans ces milieux des substances permettant «d'optimiser» le fonctionnement cérébral et physique : cocaïne, GHB/GBL, méthamphétamine (Tina) et autres produits de synthèse comme la 3-MMC en particulier. Certaines substances sont utilisées pour potentialiser les effets des autres mais aussi pour gérer les descentes et autres difficultés :

Souvent le GHB soit en descente, pour gérer, soit en même temps, pour potentialiser. J'ai un peu les deux profils. Avec soit 3-MMC seulement, soit un mélange des deux. Quand il y a du GHB, c'est des prises

cite-la-colere-de-deux

³¹ Pour plus de précisions : MILHET Maitena & NEFAU Thomas, *Chemsex, Slam. Renouvellement des usages de drogues en contextes sexuels parmi les HSH*. Théma TREND, Paris, OFDT, 2017.

³² Nous avons recensé certains métiers : barman, professeur des écoles, dirigeant comptable, commercial, directeur de boutique de prêt-à-porter, animateur de prévention et de RdR, étudiant, etc

qui se font quasi toutes les heures, avec des quantités qui vont jusqu'à 20 ml/jour. Avec une tolérance qui se met en place rapidement (médecin en addictologie, Lille).

Les produits sont consommés de différentes manières : ingérés, prisés ou encore injectés et pluggés. Certaines fois le groupe de chemsexuels s'appuie sur les compétences d'un participant pour réaliser les injections : «J'ai eu un patient qui était infirmier et qui me dit qu'il fait lui-même sa RdR auprès des autres, il fait les injections aux autres [...] et il prenait du matos dans son service» (médecin en addictologie, Lille). Ce phénomène ne semble pas isolé. Il est corroboré par l'association Aides à l'occasion d'un entretien que nous avons mené avec l'ensemble de l'équipe. L'injection représente d'ailleurs une pratique très répandue dans le chemsex qui s'appelle le slam. Nous parlerons alors de slameurs, autrement dit d'injecteurs.

Cette terminologie est symptomatique d'une volonté de se différencier des autres consommateurs (les toxicomanes injecteurs) en créant une dichotomie entre des profils qui se ressemblent pourtant par certains aspects : «J'ai vu une personne qui m'a dit : «c'est bizarre, je suis là au milieu de la salle d'attente avec tous ces toxicomanes». Alors que lui, il s'injecte de la 3-MMC, qu'il est séropositif» (infirmier en addictologie, Lille).

Néanmoins, les usagers chemsexuels développent eux-aussi des addictions aux rituels et aux produits (mais aussi au sexe) en consommant finalement en dehors des relations sexuelles ou en allant en soirées juste pour consommer par exemple :

On a donc ces profils de gens qui ont commencé par le chemsex et qui ont carrément arrêté le chemsex parce qu'au bout d'un moment, ça ne sert plus à rien et qu'ils n'ont plus envie de sexualité. Ils vont même, des fois, juste à la soirée pour avoir du produit, il n'y a plus de rapports sexuels. Ou tout simplement, maintenant ils ont un dealer auprès de qui ils récupèrent 3-MMC ou 4-MEC pour prendre chez eux (médecin en addictologie, Lille).

Les usagers sont d'ailleurs de plus en plus vus dans les CSAPA, CAARUD et dans le milieu hospitalier (et autres services de dépistage et d'immunologie) : «En milieu hospitalier, l'année dernière, on avait eu 3 ou 4 cas. Alors qu'on n'en avait pas avant» (infirmier en milieu hospitalier spécialisé, Lille).

Un autre intervenant, cette fois en CSAPA ambulatoire, ajoute également :

Nous on commence à avoir des gens qui viennent justement pour la 3-MMC. Ils ont commencé à consommer dans un contexte de chemsex puis de manière plus chronique maintenant. Mais ça commence tout juste ces arrivées (éducateur en CSAPA, Lille).

Le CAARUD Sleep'in de Lille précise par exemple que c'est un public plus visible qui sollicite des quantités importantes de seringues.

Le CAARUD d'Amiens explique de son côté que bien souvent c'est celui qui va procéder aux injections qui commande le matériel en quantité pour plusieurs personnes.

En 2021, l'association Aides, quant à elle, compte environ 200 chemsexuels sur sa file active parmi les 350 usagers, dont 150 sur Lille. En 2019, le CAARUD comptait un dixième de chemsexuels parmi les 330 usagers de la file active. Cela veut dire que la proportion de chemsexuels dans leur file active a été multipliée par six.

De plus, nous constatons un manque exprimé par les usagers (et par les professionnels) en matière d'accompagnement spécialisé. Certains chemsexuels ne se sentent pas toujours entendus, ni compris par les professionnels (parfois moins experts sur ce sujet) et peinent à se diriger vers le soin.

Dans cet ordre d'idées, la livraison de matériel de réduction des risques via le CAARUD Ellipse et sa démarche de RdR à distance se poursuit avec la mise à disposition de nouvelles seringues pour s'adapter aux besoins, notamment du public chemsexuels, et avec une augmentation des demandes :

- Pour ce qui est des pipes en verre par exemple : 4293 pipes ont été distribuées en 2020 contre 5431 en 2021.
- Pour ce qui est des seringues (tous types confondus) : 45154 seringues ont été distribuées en 2020 contre 68040 en 2021.

Cet effet d'augmentation est notamment dû à la période de pandémie et au public chemsexuels qui se manifeste davantage et qui commande en quantités importantes. Ces usagers formulent des demandes spécifiques comme des cathéters, des seringues pouvant contenir de plus gros volumes, des seringues adaptées à la pratique du plug anal, etc.

De surcroît, l'évolution des profils avec le jeune âge constaté de certains chemsexuels (d'ailleurs peut-être un peu plus précaire), notamment depuis la pandémie du fait d'un besoin fort de rencontres et de décompression, ne facilite pas toujours non plus le recours aux soins et par exemple la libération de la parole autour des infections sexuellement transmissibles (IST) :

Beaucoup de jeunes. De 18 à 25 ans, voire parfois 17 ans non déclaré. Il y a aussi l'ancienne population mais ce sont plus quelques groupes qui ne se mélangent pas généralement sauf si leur kif c'est les petits minets (intervenant, Aides Lille/Amiens).

Le chemsex s'est développé au début sur des populations de plus de 35 à 50 ans, avec des personnes socialement intégrées, avec une très bonne situation, pour justement organiser et recevoir du monde. Et ça s'est décalé ensuite sur des personnes de 70 ans. [...] Au début, les très jeunes n'étaient pas tout de suite dans le produit et là on arrive petit à petit à une généralisation des consommations dans tous les publics (intervenant, Aides Lille/Amiens).

Un milieu où en 10 ans ça a pas mal évolué, où c'est une population plus jeune et plus précaire. Avant le chemsex, c'était la trentaine/quarantaine (médecin en addictologie, Lille).

En outre, la pandémie et les nombreuses propositions sur les applications de rencontres ont amplifié les opportunités d'intégration de ces soirées notamment pour les plus jeunes :

On a identifié un groupe de chemsexuels, depuis deux ans, et pendant le confinement ce groupe a quadruplé [...]

Avant c'était une minorité (les chemsexuels) mais maintenant, même sur les réseaux sociaux tu vois en fait que c'est la majorité, tout le monde propose ça (le chemsex). Ça devient une normalité je crois sur les applis de rencontres (Grindr ou Growlr). Donc les gens, de plus en plus, pour rencontrer une autre personne, ils doivent passer par une consommation de produit. Surtout pendant le confinement, où l'isolement a favorisé cela. J'ai rencontré beaucoup d'étudiants qui ne sont pas d'ici mais qui se retrouvaient à Lille. Ils ne connaissaient personne, donc le seul moyen de rencontrer des gens ça a été de se mettre sur des réseaux sociaux. Et ils se retrouvent dans des partouzes, qui commencent le lundi et qui finissent on ne sait

pas quand. Et il y a de la consommation, parce que la 3-MMC n'est pas cher et le GHB aussi et sa livraison est assez rapide (intervenant, Aides Lille/Amiens).

La responsable d'observation TREND du département de l'Oise remarque à ce propos : «une sorte d'OD de chemsex pendant le confinement, avec des consommations qu'ils n'arrivaient plus à gérer» (éducatrice en CAARUD, Oise). Elle précise néanmoins ne pas retrouver beaucoup de chemsexuels dans sa file active sur le département.

Le CAARUD Aides évoque également le cas des jeunes qui débutent leur sexualité avec ce type de soirées. Ce qui pose des questions du point de vue de l'accompagnement, de la prévention mais surtout de l'éducation sexuelle :

Le problème avec les très jeunes c'est qu'ils commencent leur sexualité avec du sexe en groupe, avec des consommations de produits. [...] On est sur une éducation à la sexualité qui doit reprendre tout à zéro et la personne va devoir se reconstruire une sexualité différente de celle sous produit (intervenant, Aides Lille/Amiens).

Cela rejoint l'idée d'améliorer l'accompagnement proposé aux chemsexuels qui est un public plus visible mais aussi plus nombreux semble-t-il. Un comité de pilotage a d'ailleurs été mis en place par le Centre Hospitalier de Lens à ce sujet. L'association Aides (intervenant notamment sur Lille et Amiens), qui accompagne les usagers, diffuse des flyers et autres outils mais aussi forme les autres structures, représente évidemment un pilier central du maillage à venir.

En effet, cette pratique peut entraîner une dégradation de la vie en général par son côté très chronophage notamment. Le préservatif y est peu utilisé mais certains prennent le traitement PrEP (Prophylaxie Pré-Exposition). Néanmoins, cela n'évite pas la propagation des IST (gonocoque, chlamydia, syphilis, etc.). Les consommations y sont intenses avec des recherches parfois d'état limite et bientôt de surdosage potentiellement très dangereux. Les descentes, après plusieurs jours de consommations intenses, peuvent être violentes et des addictions peuvent se développer. Les professionnels interrogés précisent par exemple que l'appétence pour le GHB se fait très vite et que son sevrage (présentant des similitudes avec l'alcool) est délicat (médecin en addictologie, Lille ; intervenants, Aides Lille/Amiens).

La 3-MMC, quant à elle, est relativement stimulante avec un effet empathogène. Elle est facilement injectable et peu chère en comparaison de la cocaïne ou de la méthamphétamine par exemple (qui dépasse largement les 100 euros le gramme). La 3-MMC est vendue entre 20 et 25 euros sur le marché physique

(avec livraison dans certains cas) et parfois même moins chère quand elle est achetée en quantité sur le darknet ou sur des sites standards (notamment hollandais). Elle se retrouve aujourd’hui aussi dans le milieu festif, par exemple techno, et certains dealers semblent maintenant spécialisés dans la vente de ce produit spécifique. Dans ce contexte festif elle est «sniffée», les usagers évoquent d’ailleurs une corrosivité importante de la substance, ou ingérée. L’année 2021 a été marquée par le classement du produit en Hollande entraînant l’émergence de nouvelles cathinones (3-CMC, 4-MMC ou 3-MEC) à surveiller.

PRIX DES PRODUITS EN RÉGION HAUTS-DE-FRANCE

Le tableau qui suit présente un récapitulatif des prix des substances psychoactives qui circulent sur le territoire. Ces prix représentent les sommes concédées par les usagers auprès des revendeurs pour leur usage personnel. Ils sont déclaratifs et relevés par les responsables ethnographiques au cours de leurs investigations (auprès d’usagers) mais aussi par le coordinateur au cours des entretiens collectifs et groupes focaux qu’il réalise (avec des membres des forces de l’ordre et des professionnels de la santé et de la réduction des risques).

Tableau 2 : synthèse des prix des principales substances psychoactives en 2021 en région Hauts-de-France

Molécule	Forme	N MEL	N région	Unité	Prix le plus bas (€)	Prix moyen MEL (€)	Prix moyen région (€)	Prix le plus haut (€)
Cocaïne	Chlorhydrate	35	48	g	37	58	61	100
MDMA	Cristaux	3	4	g	15	26	34	60
	Comprimé	1	7	1	9	9	8	10
Cannabis	Herbe	23	32	g	2	8	9	30
	Résine	5	5	g	2,5	6	6	12
Héroïne	Poudre	22	42	g	8	17	18	40
LSD	Carton	3	3	1	5	7	7	10
Speed	Poudre	4	6	g	5	9	10	12,5
3-MMC	Poudre	3	5	g	9	18	15	25
Kétamine	Poudre	12	13	g	17,5	33	34	65

